

Rapport annuel 2012



L'IECD a 25 ans !

SOMMAIRE

Éditorial	p. 3
PRÉSENTATION DE L'IECD	p. 4-9
L'IECD dans le monde	p. 4
2012 en bref	p. 4
Faits marquants	p. 5
L'identité de l'IECD	p. 6
Les principes d'action	p. 7
Le cycle du projet	p. 7
Les programmes	p. 8
LES PROJETS par zone géographique	p. 10-47
Afrique Subsaharienne	p. 10-23
Cameroun	p. 12
Congo-Brazzaville	p. 15
Côte d'Ivoire	p. 16
Kenya	p. 18
Nigéria	p. 19
République démocratique du Congo	p. 20
Madagascar	p. 24-29
Proche-Orient	p. 30-41
Liban	p. 32
Syrie	p. 37
Kurdistan d'Irak	p. 39
Territoires palestiniens	p. 40
Asie du Sud-Est	p. 42-45
Thaïlande	p. 44
Vietnam	p. 45
Amérique Latine	p. 46
Colombie	p. 46
Europe	p. 47
France	p. 47
RAPPORT FINANCIER	p. 48-52
Rapport de gestion	p. 48
Comptes sociaux	p. 52
Statuts & gouvernance	p. 53
Index thématique des projets	p. 54
Organigramme	p. 55

CRÉDITS

Conseil : G. de Prémare
Conception : V. Lecoutey pour l'AGENCE B. IMPACT
Infographies : A. Arminjon
Crédits photos : Vincent Boisot (RD Congo),
Louis-Thibaud Chambon (Vietnam), Isaure
Lambert (Liban et Syrie), Sandrine Soulard (Côte
d'Ivoire), Solofo Tinah (Madagascar)

A l'origine de l'IECD, il y a une ambition : celle de former les jeunes pour favoriser leur insertion durable sur le marché du travail. Aujourd'hui, on le sait, cet enjeu est d'une actualité brûlante. Dans les pays où nous intervenons, les moins de 25 ans représentent plus de 40 % de la population ; et, dans certaines régions, près de la moitié d'entre eux sont inactifs ou survivent avec des emplois précaires...

Parce qu'on ne peut lutter seul contre le fléau du chômage et que, pour nous, la solidarité doit permettre à chaque personne d'être l'artisan de son devenir, l'IECD a choisi de travailler main dans la main avec les acteurs du développement local. Depuis 1988, nous nouons des partenariats avec des associations, entreprises, instituts de formation et autorités publiques, qui, comme nous, veulent donner aux jeunes les moyens de construire un avenir meilleur.

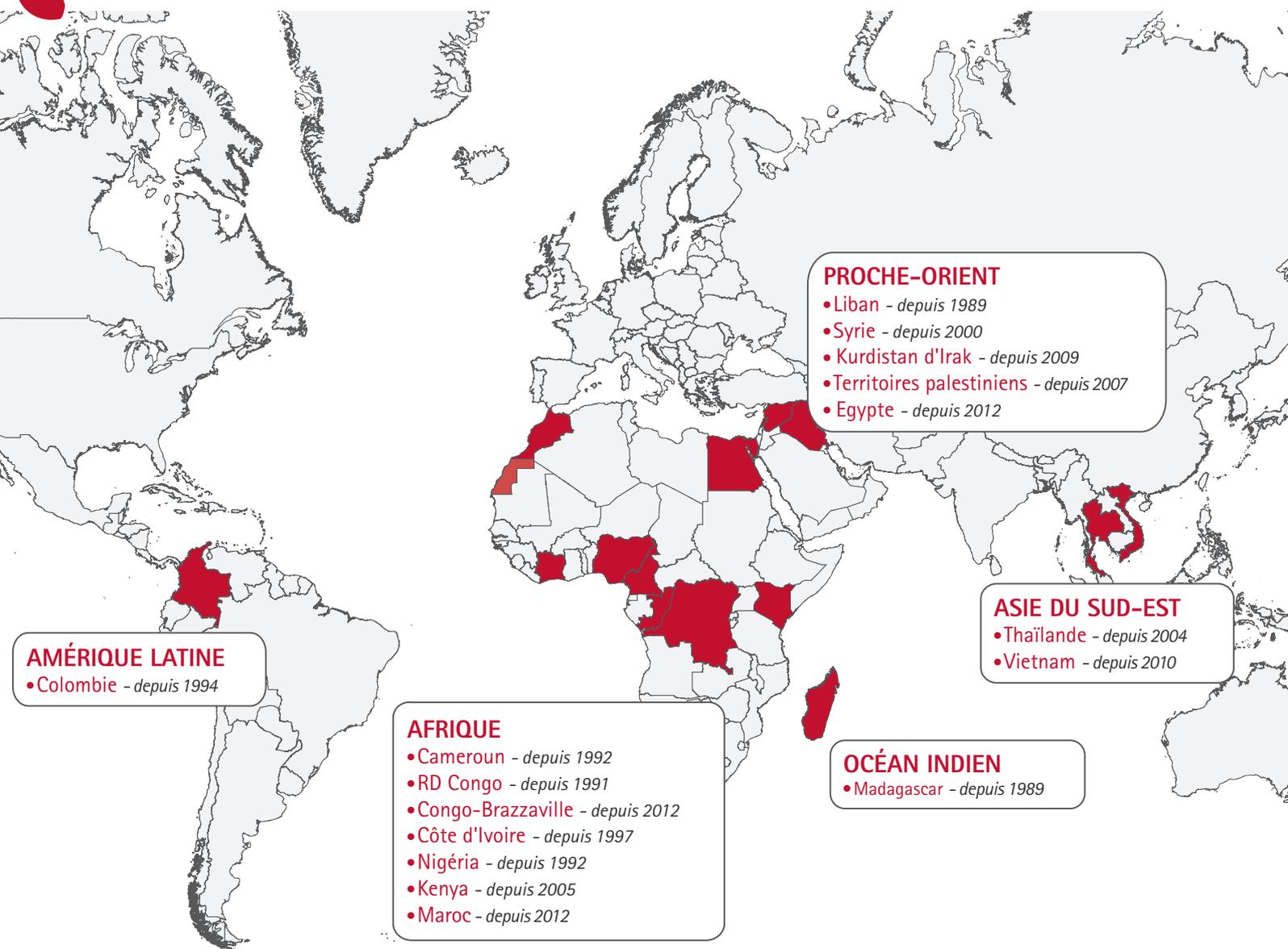
Alors que l'IECD s'apprête à fêter ses 25 ans, je souhaite leur dire « merci » ! C'est grâce à nos partenaires, à leur implication et à leur connaissance du terrain que nous développons des projets qui ont du sens. Ils garantissent en effet la pertinence de nos actions, permettent aux jeunes d'acquérir une véritable qualification et agissent au quotidien au service des bénéficiaires.

De son côté, l'IECD leur apporte une expertise et des outils, pour qu'ils créent de nouvelles capacités d'action. En les formant à des méthodologies éprouvées et à des approches didactiques innovantes, nous les aidons à se renforcer sur le plan opérationnel, organisationnel et institutionnel.

In fine, notre objectif, c'est qu'ils inscrivent dans la durée les projets que nous initiions ensemble. Par leur engagement, ils contribuent à rendre la société plus juste. Par leur exemple, ils essaient – à l'échelle de leur région ou de leur pays – des bonnes pratiques et créent ainsi les conditions d'une dynamique vertueuse et durable.



Marie-José NADAL,
Présidente



2012 EN BREF

- Présent dans 16 pays
- 38 projets :
 - 18 projets de formation technique et insertion professionnelle
 - 11 projets d'appui aux petites entreprises
 - 9 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé
- Près de 24 000 bénéficiaires
- 56 institutions locales partenaires de l'IECD dans le monde
- 67 collaborateurs, dont 53 sur le terrain
- 30 experts techniques
- 8,5 millions d'euros de chiffre d'activité



L'IECD poursuit sa stratégie de mise en œuvre initiée en 2010

En 2012, l'IECD a continué à structurer ses programmes phare (CERES, appui aux petites entreprises, EFA, hôtellerie-restauration, Graines d'Espérance, lutte contre la drépanocytose). Au niveau géographique, l'IECD s'est concentré sur ses régions clés. En Syrie, il a réduit ses activités dans un contexte dramatique ; et, en Asie du Sud-Est, il a accru sa présence de manière progressive.

Des actions d'envergure démarrent

A Madagascar, l'IECD a lancé un projet d'école hôtelière pour favoriser l'insertion professionnelle des adolescents défavorisés de Fianarantsoa ; dans les Territoires palestiniens, le Centre éducatif d'Al Aizarieh a ouvert ses portes et accueille des jeunes en situation d'échec scolaire ; enfin, au Congo-Brazzaville, le Programme d'Appui aux Structures de Santé est entré dans sa phase opérationnelle. En parallèle, l'IECD a préparé l'essaimage de Graines d'Espérance en Egypte, au Maroc et au Nigéria, ainsi que du programme d'appui aux petites entreprises au Vietnam et à Madagascar.

L'IECD vise l'excellence dans ses programmes...

Un travail important a été mené pour améliorer les référentiels des programmes clés (EFA, appui aux petites entreprises, Graines d'Espérance, hôtellerie-restauration). De plus, l'IECD est fortement investi dans les domaines de l'évaluation et de la mesure d'impact de ses actions. Il a notamment fait réaliser une évaluation externe d'envergure du programme d'appui aux petites entreprises en Afrique.

... et ses partenaires locaux en sont les premiers bénéficiaires

L'IECD s'investit dans des partenariats durables. Il contribue ainsi à l'émergence de nouveaux acteurs locaux (3 en 2012) ; renforce ses partenaires historiques par un transfert de compétences au niveau opérationnel, organisationnel et institutionnel ; ou propose une assistance technique aux autorités locales compétentes.

REMERCIEMENTS

Les actions de l'IECD n'auraient pas été possibles sans les concours de l'Agence Française de Développement, de l'Union Européenne, des agences multilatérales (notamment l'UNICEF et l'UNHCR), des régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la DCI de Monaco.

Nous tenons aussi à remercier entre autres : les fondations Alasol, AnBer, Cécile Barbier de la Serre, Drosos, Fiti-Fondation de France, Lord Michelham of Hellingly et la Fondation Roi Baudouin ; les fondations d'entreprise Air France, Air Liquide, Addax-Sinopec, Schneider Electric, Addax-Oryx, Société Générale et Trafigura ; L'OEuvre d'Orient ; les fonds de dotation Emeraude Solidaire, Marguerite et SEED ; et les entreprises Bourbon, Total E&P, Holcim, Murex, Matelec, Bel, Perenco, SIFCA, Michelin Siam, GDF-Suez, Schneider Electric East Mediterranean, etc.

Nous souhaitons également remercier chaleureusement toutes les personnes qui, à titre individuel, apportent un soutien décisif aux actions de l'IECD.

Enfin, nous remercions nos équipes et nos partenaires qui, depuis 25 ans, s'engagent chaque jour sur le terrain avec professionnalisme.



Xavier Boutin

Xavier Boutin
Directeur exécutif

LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'IECD

En 2012, les fonds publics ont représenté 27 % des ressources de l'IECD ; et les financements privés 73 %. Ces chiffres montrent la part croissante des donateurs privés, des fondations philanthropiques, des fondations d'entreprise et des associations dans le financement des projets de l'IECD.



NOTRE VISION

Entrepreneurs de développement humain et économique pour former les acteurs responsables de demain

Depuis sa création, l'IECD accompagne le développement humain et économique des pays où il intervient. L'IECD fonde son action sur une approche complète de la personne. Nous sommes convaincus que des personnes bien formées sur le plan académique, technique, social et humain construiront un avenir meilleur pour elles-mêmes et leur famille, mais aussi pour leur communauté et – plus largement – pour la société. L'IECD encourage les jeunes, les parents, les professionnels et les acteurs locaux du développement à prendre une part active et responsable dans la vie de la cité.

NOTRE MISSION

Bâtir des environnements permettant à toute personne de construire son avenir et une société plus juste

L'IECD a une ambition : bâtir des environnements propices, où chacun a la possibilité de révéler ses talents. Nous voulons créer des conditions favorables pour permettre aux personnes de bonne volonté d'agir tant au niveau social que professionnel et institutionnel. En acquérant les savoir-faire nécessaires, elles pourront transformer leur existence et devenir des acteurs responsables dans leur pays. Nous croyons qu'ainsi, elles auront un impact positif sur la société et contribueront à la rendre plus juste.

6 OBJECTIFS

1. Donner aux jeunes les moyens d'accéder à une formation qui leur permet d'avoir un métier valorisé et de s'insérer durablement sur le marché du travail
2. Permettre aux petits entrepreneurs d'acquérir les outils nécessaires pour renforcer leur activité et améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs employés
3. Offrir aux personnes vulnérables un cadre de vie dans lequel elles peuvent réaliser leur potentiel
4. Créer des capacités nouvelles d'action pour les partenaires locaux, en les renforçant sur le plan institutionnel, financier et organisationnel
5. Renforcer l'unité de la famille fragilisée par la pauvreté, le handicap ou l'exil
6. Contribuer à l'émergence d'acteurs économiques et sociaux responsables et pérennes

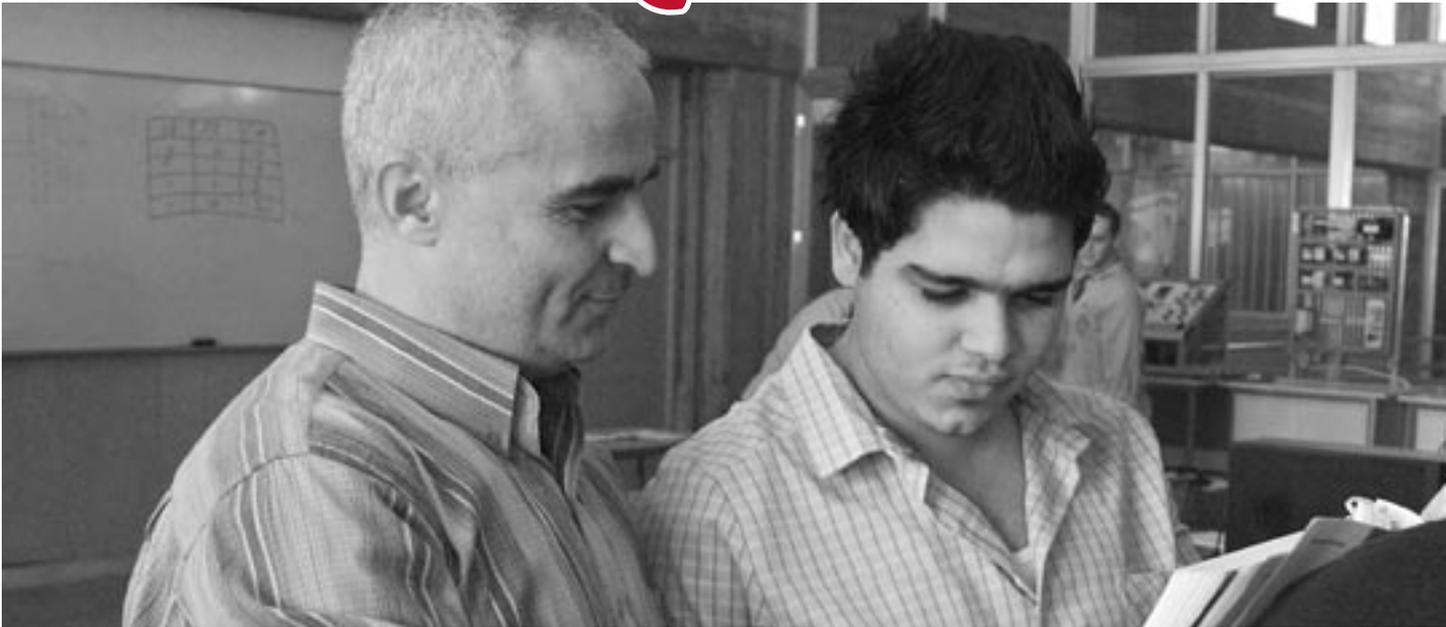
Par ailleurs, l'IECD garantit que ses projets sont gérés avec rigueur et efficacité et qu'ils ont un impact durable pour les personnes bénéficiaires.

3 VALEURS

- Un regard sur la personne
- L'esprit de service
- Un engagement professionnel

2 VERTUS

- L'audace pour entreprendre
- La patience pour mettre en œuvre



Mettre le savoir-faire de l'IECD au service des personnes bénéficiaires

Depuis 25 ans, l'IECD a développé une expertise reconnue en matière de formation technique et d'insertion professionnelle, d'appui aux petites entreprises et d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé. Son savoir-faire éprouvé lui permet de conduire des projets qui ont un impact durable pour les personnes, leur famille et la communauté locale.

Construire des partenariats durables avec des acteurs locaux qui partagent la vision de l'IECD

L'IECD travaille en collaboration étroite avec des organisations locales. Engagées dans le domaine d'intervention choisi, reconnues pour leurs compétences et leur gouvernance, elles participent à la mise en œuvre des projets sur le terrain. L'IECD construit avec elles une relation durable et contribue à leur renforcement institutionnel, financier et organisationnel.

Travailler en étroite collaboration avec les acteurs économiques

L'IECD privilégie l'implication des entreprises, car ce sont des acteurs majeurs du développement local. Les entreprises locales sont en interaction permanente avec les centres de formation afin d'adapter l'enseignement aux exigences du marché du travail et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes. Les entreprises nationales et internationales sont sollicitées pour soutenir des projets cohérents avec leurs valeurs, leur implantation géographique ou leur secteur d'activité. Elles peuvent s'engager à travers une participation à la gestion du projet ou un appui plus ciblé.

Impliquer les autorités locales

L'IECD informe et implique les collectivités locales et les institutions publiques dans les projets mis en œuvre sur leur territoire. Il articule ses actions avec les politiques nationales,

tout en proposant des axes d'évolution, notamment en matière de santé et d'éducation.

S'appuyer sur des expertises qualifiées

L'IECD s'appuie sur des experts pour garantir la pertinence des projets réalisés. Ils participent à la définition et à l'élaboration des programmes, au transfert de savoir-faire, à la formation des formateurs, à l'évaluation des projets et au renforcement institutionnel des partenaires locaux.

Agir avec transparence et responsabilité

La mise en œuvre des projets de l'IECD est encadrée par des systèmes, des procédures et des outils techniques, opérationnels et financiers. Une planification rigoureuse et un contrôle régulier (audit, évaluation) garantissent la bonne maîtrise des projets.

Le cycle du projet

1. Identification des besoins

Sur le terrain, des études d'opportunité et de faisabilité sont réalisées pour identifier les besoins humains, sociaux et économiques.

2. Définition du projet

Sur cette base, un projet de développement est élaboré autour des 3 axes d'action de l'IECD : la formation technique et l'insertion professionnelle, l'appui aux petites entreprises et l'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé.

3. Mise en œuvre

L'IECD pilote ou accompagne la mise en œuvre du projet par ses partenaires locaux. L'IECD a recours à des experts et assure l'ingénierie financière et technique du programme.

4. Mesure de l'impact et suivi

L'impact du projet est mesuré par des études d'évaluation. Le projet contribue à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires, renforce les capacités des acteurs locaux ou appuie le développement économique au niveau local.

L'IECD structure son activité autour de 3 cœurs de métier : la formation technique et l'insertion professionnelle, l'appui aux petites entreprises et l'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé. Chaque métier recouvre, d'une part, des programmes où l'IECD a développé un savoir-faire reconnu depuis 25 ans et, d'autre part, des actions innovantes en réponse à un besoin local.

FORMATION TECHNIQUE & INSERTION PROFESSIONNELLE



L'IECD développe des formations qualifiantes et – dans la mesure du possible – diplômantes, dans des secteurs porteurs d'emploi au niveau local. Ces formations mettent l'accent sur les pratiques et l'apprentissage professionnels.

Elles sont destinées aux jeunes – filles et garçons – qui ont un accès limité à l'éducation ou dont la formation initiale est en inadéquation avec les besoins des entreprises. Grâce à l'enseignement qu'ils reçoivent, ils acquièrent les outils indispensables pour s'insérer durablement sur le marché du travail et faire face aux aléas de l'existence.

L'IECD privilégie les établissements déjà existants ; il les aide à améliorer leur offre pédagogique et à se renforcer sur le plan institutionnel. Quand il n'existe aucune structure adaptée, l'IECD participe alors à la création d'un centre de formation.

LES ACTIONS

- Le programme de formation aux métiers agricoles
- Le programme de formation aux métiers de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme
- Le programme de formation aux métiers industriels
- Des métiers spécifiques (métiers de la santé, informatique, artisanat)

18 PROJETS > Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria, République démocratique du Congo, Madagascar, Liban, Syrie, Thaïlande, Vietnam

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

En Afrique et au Proche-Orient, où le secteur informel emploie entre 80 et 90% de la population active, les petits entrepreneurs sont des acteurs majeurs du développement économique local. Ils manquent souvent de compétences en gestion et de vision à moyen terme, ce qui entrave leur capacité à s'inscrire dans la durée.

En milieu urbain, l'IECD mène un programme d'appui aux petits entrepreneurs, artisans et commerçants. Les participants reçoivent une formation en gestion, ainsi qu'un accompagnement personnalisé. Dans les campagnes, l'IECD soutient aussi le développement de filières économiques locales, génératrices de revenus (apiculture, culture maraîchère, transformation alimentaire, tourisme rural).

L'IECD donne ainsi aux entrepreneurs urbains et ruraux les outils pour s'inscrire dans une logique de long terme, développer leur activité, créer de la valeur et des emplois et assurer la pérennité de leur entreprise. En augmentant leurs revenus, ils améliorent les conditions de vie de leur famille et de leur environnement.



LES ACTIONS

- Le programme d'appui aux petites entreprises en milieu urbain
- Le développement de filières économiques en milieu rural

11 PROJETS > Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigéria, République démocratique du Congo, Kurdistan d'Irak, Liban, Syrie, Territoires palestiniens

ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Dans les pays où l'IECD intervient, les personnes les plus vulnérables ont rarement accès à des soins ou à une éducation de qualité, adaptés à leurs besoins ou leur permettant de réaliser leur potentiel.

L'IECD travaille à renforcer les centres sanitaires et éducatifs existants, voire – dans certains cas – à créer des structures adaptées. Ces établissements sont destinés aux personnes qui ont des besoins spécifiques. Sur le plan éducatif, il s'agit de leur offrir un cadre de vie pacifié où elles peuvent s'épanouir et devenir autonomes. Sur le plan sanitaire, il s'agit d'améliorer la prise en charge des patients les plus vulnérables, comme les personnes drépanocytaires, et de les sortir de leur isolement en changeant le regard que la société leur porte.

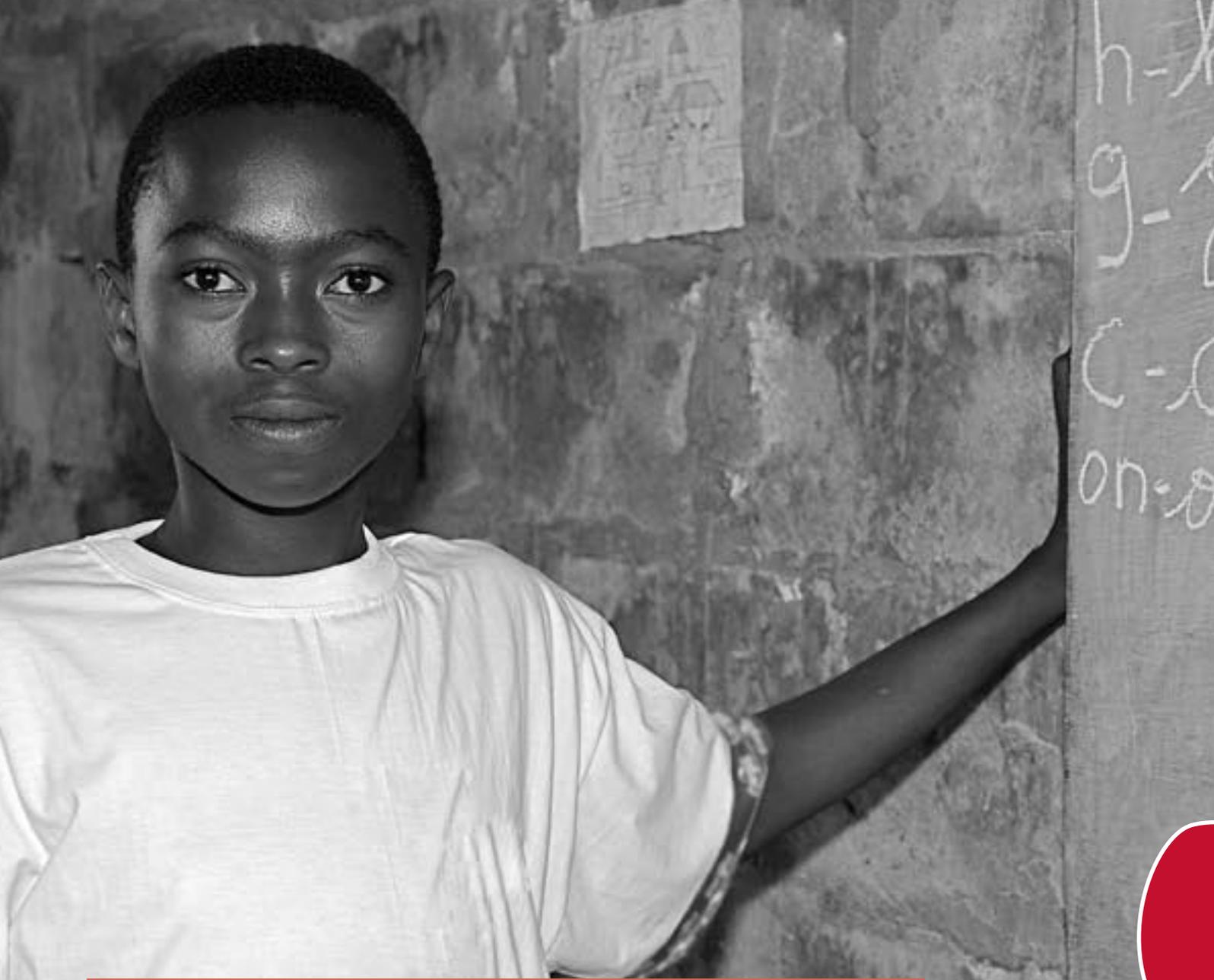
En parallèle, l'IECD contribue au renforcement des capacités des structures qui accueillent et prennent en charge ces personnes vulnérables. Des actions de formation sont menées pour favoriser l'adoption de bonnes pratiques et assurer leur pérennisation.



LES ACTIONS

- Le programme de renforcement éducatif et scolaire (CERES)
- Le programme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose
- Des programmes d'appui aux structures de santé
- Des actions ciblées en faveur des réfugiés ou des personnes en situation de handicap

9 PROJETS > Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo, Madagascar, Liban, Territoires palestiniens



AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Avec une croissance de 4,6 % en 2012, l'Afrique subsaharienne confirme sa vitalité économique. Cette année encore, la croissance est tirée par le cours favorable des matières premières et l'augmentation de la demande intérieure qui représente plus de 60 % du PIB du continent. Mais, si la pauvreté commence à reculer, l'Afrique reste confrontée au défi de la croissance « inclusive ». Parvenir à une prospérité partagée, cela passe en effet par l'augmentation de la productivité agricole, la création d'emplois, la sécurité alimentaire, le renforcement des communautés et l'amélioration des soins primaires. C'est pourquoi l'IECD a fait de la formation professionnelle, de l'appui aux petites entreprises et du renforcement des structures de santé les axes stratégiques de son action en Afrique subsaharienne.

3 questions à Vérène Ntabareshya



Quel est le rôle de la CNEFAC ?

Cela fait 20 ans que la CNEFAC soutient le réseau d'Ecoles Familiales Agricoles (EFA) initié par l'IECD au Cameroun en 1992. Nous intervenons sur la mise en œuvre du programme, en particulier le développement des écoles et la formation des formateurs. De son côté, l'IECD nous accompagne dans la gestion de projet, mais aussi sur le plan institutionnel et financier.

Vous mettez les parents au cœur du dispositif EFA. Pourquoi ?

Ce sont eux les premiers éducateurs de nos élèves et, à ce titre, nous souhaitons les impliquer largement. Aujourd'hui, toutes les EFA sont gérées par les parents qui sont en charge du matériel et des finances. Ils jouent surtout un rôle pédagogique clé, en épaulant leurs enfants dans leur apprentissage pratique, qui se déroule souvent sur l'exploitation familiale. Pour qu'ils puissent mener au mieux ce travail d'accompagnement, nous leur proposons des formations techniques et pédagogiques.

Quel est l'impact des EFA sur les communautés locales ?

En s'implantant dans des régions rurales, les EFA permettent la scolarisation des plus défavorisés. Surtout, grâce à l'alternance, elles leur donnent les outils nécessaires pour s'insérer durablement sur le marché du travail. Quand ils sortent de l'école, cela fait déjà trois ans qu'ils se forment en conditions réelles. Pour eux, c'est un vrai plus, qu'ils choisissent de devenir salariés ou de lancer leur propre activité. A plus long terme, les EFA impulsent une dynamique vertueuse. A travers leurs enfants, les adultes apprennent de nouvelles méthodes de production ; de bonnes pratiques se propagent ; et l'ensemble de la communauté bénéficie de meilleures conditions de vie.



Vérène Ntabareshya est Directrice de la Coordination Nationale des Ecoles Familiales Agricoles au Cameroun (CNEFAC), une association partenaire de l'IECD qui promeut la formation technique et professionnelle en milieu rural.

2012 EN BREF

- Cameroun, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria, République démocratique du Congo
- 14 projets actifs :
 - 6 projets de formation technique et insertion professionnelle
 - 5 projets d'appui aux petites entreprises
 - 3 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé
- 2,3 millions d'euros de chiffre d'activité
- 13 partenaires locaux
- 8 collaborateurs

Cameroun

- Présent au Cameroun depuis 1992
- 4 projets
- 4 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 961 000 €



LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
1 230 jeunes de 14 à 25 ans,
400 adultes, 128 formateurs

Localisation :
Cameroun

Partenaire local :
Coordination Nationale des Ecoles
Familiales Agricoles au Cameroun (CNEFAC)

Début du projet : 1992

Budget 2011-2015 : 1 425 000 €
Dépenses réalisées : 39 %



QU'EST-CE QU'UNE ÉCOLE FAMILIALE AGRICOLE ?

C'est un centre de formation professionnelle créé à l'initiative de la communauté locale et destiné aux jeunes ruraux. Pendant 3 ans, les élèves alternent cours théoriques sur les techniques agricoles et mise en pratique dans les exploitations familiales. Il s'agit de leur donner les outils pour trouver un emploi stable ou créer une petite entreprise agricole.

LE CONTEXTE

L'exode de la jeunesse rurale

Au Cameroun, le taux de pauvreté est de 60 % dans les zones rurales. Sans instruction, de plus en plus de jeunes décident de partir en ville. Leur départ provoque la disparition des savoir-faire et freine le développement des exploitations agricoles.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former les acteurs économiques de demain

Depuis 1992, l'IECD et la CNEFAC développent un réseau national d'Écoles Familiales Agricoles (EFA). L'objectif : former les jeunes ruraux déscolarisés pour qu'ils se construisent un avenir professionnel stable au sein de leur communauté et deviennent des acteurs du développement local.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les élèves aux métiers ruraux

En 2012, le réseau EFA a accueilli 1 230 jeunes, dont 59 % de filles. Pendant 3 ans, ils sont formés aux métiers de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat, mais aussi à la gestion d'entreprise.

> Mettre la pratique au cœur de la formation

Les EFA dispensent une formation en alternance. Chaque cycle comprend 3 phases : observation empirique de la réalité agricole, formation théorique et pratique, développement d'une activité personnelle sur l'exploitation familiale. A chaque étape, le formateur accompagne l'élève dans sa réflexion.

> Accompagner les formateurs

En 2012, le réseau EFA a travaillé à l'harmonisation des pratiques de formation. Les référentiels ont été finalisés, et 128 formateurs y ont été formés. De plus, l'accompagnement a été renforcé, ce qui permet de garantir la bonne application des méthodes pédagogiques.

> Former les adultes

Les EFA proposent des formations modulaires aux adultes qui le souhaitent, le plus souvent des anciens ou des parents d'élèves. En 2012, 400 personnes ont été formées aux techniques de production, à la pédagogie de l'alternance et au fonctionnement des associations.

> Structurer le réseau EFA

Structures associatives autonomes, les EFA sont dorénavant organisées en 6 fédérations régionales. Ces fédérations sont des plateformes d'échanges et de représentation.

LE CONTEXTE

Des entrepreneurs sans formation managériale

Au Cameroun, l'économie repose sur une multitude d'activités informelles (commerce, artisanat, restauration, services de proximité). Faute de compétences en gestion, les entrepreneurs restent dans une logique de subsistance et font souvent faillite.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux petits entrepreneurs les moyens de renforcer leur activité

L'association Cameroun Entreprises Développement (CED) met en œuvre, avec le soutien de l'IECD, un programme d'appui aux petits entrepreneurs. L'objectif est de les former aux bases de la gestion et de les accompagner pour qu'ils structurent leur activité et améliorent leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les petits entrepreneurs

En 2012, 419 entrepreneurs ont participé aux formations initiales organisées dans les 6 Centres de Gestion et de Services (CGS) du Cameroun. Au cours de ces sessions, de multiples aspects de la gestion d'entreprise sont abordés : calcul du prix de revient, gestion des stocks, trésorerie ou encore relations clientèle.

> Assurer un suivi concret

Pendant et après la formation, le formateur se rend sur le lieu de travail des entrepreneurs. Il s'assure de la bonne appropriation des outils, les aide à structurer le développement de leur activité et les dirige vers les services appropriés à leurs besoins (formations spécialisées, accès à des réseaux bancarisés d'épargne). En 2012, près de 80 % des entrepreneurs ont reçu au moins 6 visites.

> Accompagner les entrepreneurs dans la durée

Après la formation initiale, les entrepreneurs peuvent adhérer au Club des Entrepreneurs du CGS. En 2012, 86 se sont inscrits et ont eu accès à des services dédiés : formations spécialisées, coaching, soirées thématiques et salle informatique. Des rencontres avec des instituts de microfinance ont aussi été organisées afin de favoriser l'accès aux services financiers.

> Pérenniser le programme

Pour accroître son autonomie, CED propose des prestations payantes. En 2012, 196 entrepreneurs et dirigeants de coopératives ont suivi des formations, financées par Syngenta, Total et Perenco.



SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
820 petits entrepreneurs

Localisation :
Yaoundé, Douala (Deïdo et Bonabéri),
Bafoussam, Mbouda (antenne mobile),
Garoua

Partenaire local :
Cameroun Entreprises Développement (CED)

Début du projet : 1998

Budget 2010-2015 : 1 521 000 €

Dépenses réalisées : 47 %



LE RÉSEAU MUTUALISTE DE CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

Les MUCADEC ont poursuivi le développement de leur réseau, avec l'ouverture de 2 nouvelles caisses à Douala (New Deïdo et Ndokoti). Le réseau commence aussi à s'étendre en dehors des grandes villes : en 2012, une permanence a été lancée à Mbanga, et, en janvier 2013, une caisse sera ouverte à Ngoulemakong. Ces 2 caisses

participent du plan de développement du réseau mutualiste, prévu par le CICM en Afrique et co-financé par l'Union Européenne. Au niveau local, l'IECD et son partenaire CED vont former les gérants des nouvelles caisses MUCADEC. Une antenne mobile sera également créée pour former les sociétaires aux outils de gestion.

SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Localisation :
Douala, Yaoundé, Mbanga

Partenaire local :
Mutuelles Camerounaises d'Épargne et de
Crédit (MUCADEC)

Début du projet : 2009



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
916 villageoises, 182 petits agriculteurs

Localisation :
zone rurale de Mehandan

Partenaire local :
Centre pour la Promotion Sociale (CEPS)

Début du projet : 2010



LE CONTEXTE

Des conditions de vie précaires

Mehandan est une région rurale très pauvre située à proximité de Yaoundé. En particulier, les femmes qui sont peu éduquées et n'ont pas accès à la formation vivent dans des conditions difficiles.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux populations rurales les moyens de se construire un avenir meilleur

En 2010, l'IECD et le Centre pour la Promotion Sociale (CEPS) ont lancé un projet global de formation. En 2012, ils ont organisé des formations pratiques dans les villages pour améliorer les conditions de vie de la population. A partir de 2013, une formation professionnelle permettra, chaque année, à 45 jeunes filles de 16 à 25 ans d'obtenir un diplôme leur donnant

accès à un emploi qualifié en hôtellerie-restauration. Elles pourront ainsi s'insérer durablement dans la dynamique économique de la région.

1. LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2012

> Proposer des formations adaptées aux besoins

En 2012, les 3 formateurs du projet ont animé des formations pratiques dans 23 villages. Ces formations ont porté sur la santé, l'hygiène, la nutrition, l'économie domestique et l'éducation des enfants. Elles comportaient également un volet d'alphabétisation. Au total, 916 femmes y ont participé.

> Appuyer l'agriculture locale

182 petits agriculteurs – parmi lesquels 138 femmes – ont bénéficié de conseils pratiques pour renforcer leur activité. L'élevage (porcs, poules) et les cultures de tomates, manioc, maïs, banane et cacao ont reçu une attention particulière.

2. L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2012

> Elaborer les référentiels de formation

Les programmes ont été finalisés. La formation s'appuiera sur une approche pédagogique très novatrice, reconnue par le Ministère de l'Emploi. Centrée sur la pratique et s'adaptant au rythme d'apprentissage de chaque personne, elle permettra aux élèves de se former concrètement à leur futur métier et d'acquérir ainsi une qualification professionnelle.

> Former les formateurs

Les capacités de l'équipe pédagogique ont été renforcées. Les 2 enseignantes de l'école, qui ont été recrutées et formées à la pédagogie par compétences en 2011, ont pu suivre des formations techniques complémentaires (hébergement, évaluation).

QU'EST-CE QUE L'APPROCHE PAR COMPÉTENCES ?

C'est une démarche pédagogique qui articule l'activité professionnelle et le processus de formation. En se référant à l'activité professionnelle proprement dite, l'élève s'approprie les compétences qui lui permettront de réussir son insertion sur le marché du travail et la poursuite de son parcours dans la vie active.

Congo-Brazzaville



- Présent au Congo-Brazzaville depuis 2012
- 1 projet
- 2 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 137 000 €

LE PROGRAMME D'APPUI AUX STRUCTURES DE SANTÉ (PASS)

LE CONTEXTE

Des structures de santé démunies

Au Congo-Brazzaville, l'accès aux soins est un enjeu majeur de santé publique. Les structures de santé manquent souvent de moyens et de personnels qualifiés pour assurer une bonne prise en charge des patients, en particulier les plus vulnérables. À cela s'ajoutent certaines idées reçues, comme le coût des soins, qui découragent la population de se faire soigner.

L'OBJECTIF DU PROJET

Améliorer la qualité des soins pour les mères et les enfants

En 2012, l'IECD et son partenaire technique, l'hôpital Monkole de Kinshasa, ont lancé un Programme d'Appui aux Structures de Santé (PASS) à Pointe-Noire. L'objectif : améliorer l'accessibilité et la qualité des soins pour les femmes et les enfants vulnérables de la région. À terme, le PASS devrait former et accompagner les personnels d'une dizaine d'établissements.

LES ACTIONS EN 2012

> Lancer le projet

En 2012, l'équipe du PASS s'est consacrée à la phase opérationnelle du projet. Des partenariats ont été signés avec 2 centres de santé prenant principalement en charge des mères et des enfants. Des diagnostics approfondis ont été réalisés dans chaque structure pour identifier précisément leurs besoins en compétences, gestion et équipement. De plus, l'hôpital Monkole a détaché un médecin-formateur sur le projet.

> Former les personnels de santé

Les infirmières, sages-femmes, laborantins et assistants techniques sanitaires des structures partenaires seront formés aux bonnes pratiques médicales et paramédicales. En plus de l'hygiène hospitalière qui a déjà été abordée en 2012, l'accent sera mis sur les soins maternels et la pédiatrie. Les sessions seront suivies d'un accompagnement sur site par les experts du PASS, qui s'assureront ainsi de l'appropriation des outils par les personnels formés.

> Accompagner les établissements dans leur gestion quotidienne

Des outils de diagnostic ont été élaborés. Le PASS vise en effet à améliorer l'organisation des structures partenaires (notamment la gestion des stocks de médicaments, la collecte de données et l'accueil des malades). En parallèle, les structures qui en ont besoin seront réhabilitées et recevront un appui matériel.



SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Localisation :
Pointe-Noire

Partenaires locaux :
Centres de santé Caritas et Javouhey

Début du projet : 2012

Budget 2012-2017 : 3 725 000 €
Dépenses réalisées : 4 %



Ce projet est financé par Congorep.

Côte d'Ivoire

- Présent en Côte d'Ivoire depuis 1997
- 2 projets
- 2 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 457 000 €



LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES



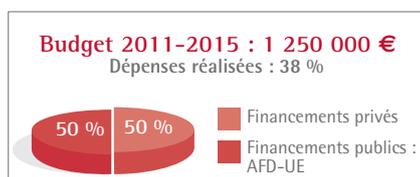
SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
550 jeunes, 50 formateurs

Localisation :
Côte d'Ivoire

Partenaire local :
Plateforme des Écoles Familiales Agricoles
de Côte d'Ivoire (PEFACI)

Début du projet : 1998



LE CONTEXTE

Des métiers ruraux peu valorisés

En Côte d'Ivoire, le manque de formation dans les zones rurales compromet l'insertion professionnelle des jeunes et les conduit vers des activités précaires et mal rémunérées.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former de futurs entrepreneurs ruraux responsables

Depuis 1998, l'IECD et la PEFACI accompagnent le développement des Ecoles Familiales Agricoles (EFA). Les EFA forment les jeunes déscolarisés aux métiers de l'élevage, de l'agriculture et de l'artisanat rural, élargissant ainsi leurs perspectives professionnelles.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les élèves en alternance

En 2012, le réseau EFA a accueilli 550 jeunes de 14 à 25 ans, dont 40 % de filles. Pendant 3 ans, ils reçoivent une formation professionnelle (agriculture, élevage, artisanat, gestion d'exploitation). Chaque cycle d'alternance dure entre 3 et 4 semaines et comprend 3 phases : observation empirique de la réalité agricole, formation théorique et pratique en classe, mise en application dans l'exploitation familiale ou dans une entreprise locale.

> Accompagner les anciens élèves

Les élèves sont accompagnés sur le long terme. Cette année, 16 anciens ont participé à une formation complémentaire (maraîchage, aviculture, ventes, gestion) à l'Institut de Formation en Entrepreneurat Rural et Agricole (IFERA) qui a ouvert ses portes en octobre.

> Former les formateurs

En 2012, 36 formateurs ont reçu des formations techniques (cacao, cultures maraîchères, aviculture). Ils ont aussi été formés à la mise en place d'activités pratiques et au suivi des apprenants. 13 d'entre eux ont fait un stage d'observation dans une EFA pilote.

> Renforcer les capacités des EFA

Le bon fonctionnement et la pérennité des EFA reposent sur leur gouvernance. En 2012, 5 séminaires ont été organisés pour renforcer les compétences en gestion de 99 administrateurs locaux.

> Accélérer l'institutionnalisation des EFA

En 2012, le réseau EFA a été structuré en 2 fédérations. La PEFACI accélère ainsi son travail d'institutionnalisation au niveau régional. Elle confirme aussi sa volonté d'intégrer et de renforcer le système ivoirien de formation agricole et rurale en proposant prochainement des formations diplômantes à des futurs entrepreneurs.

LE CONTEXTE

Des activités fragiles

En Côte d'Ivoire, les entreprises informelles emploient 80 % de la population active des villes, mais ce sont des structures fragiles qui font souvent faillite après quelques mois et ne permettent pas aux entrepreneurs de sortir durablement de la pauvreté.

L'OBJECTIF DU PROJET

Renforcer les compétences en gestion des entrepreneurs

Avec le soutien de l'IECD, Côte d'Ivoire Entreprises Développement (CIED) forme les petits entrepreneurs ivoiriens à la gestion de leur entreprise. Il s'agit de renforcer leurs compétences, pour qu'ils passent d'une logique de subsistance à une croissance durable et structurée. A terme, ce sont leurs conditions de vie, celles de leur famille et celles de leurs employés qui seront améliorées.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les entrepreneurs à la gestion de base

En 2012, 328 entrepreneurs ont participé aux formations initiales organisées dans les 4 Centres de Gestion et de Services (CGS) de Côte d'Ivoire. Ils ont été formés aux bases de la gestion d'entreprise : outils de gestion, études de marché, droit et fiscalité.

> Accompagner les entrepreneurs sur leur lieu de travail

En 2012, près de 80 % des entrepreneurs ont reçu au moins 6 visites de suivi individualisé pendant et après la formation. Lors de ces visites, les formateurs se rendent sur le lieu de travail des participants et s'assurent ainsi de la bonne appropriation des outils.

> Approfondir la formation initiale

Après la formation initiale, les entrepreneurs peuvent adhérer au Club des Entrepreneurs. En 2012, 81 ont bénéficié de services dédiés (coaching, soirées thématiques) ; et 74 ont participé aux formations spécialisées (bureautique, marketing, management).

> Favoriser la pérennité du programme

Association locale autonome, CIED a vu le jour en octobre 2012 et met en œuvre le programme d'appui aux petites entreprises en Côte d'Ivoire. En organisant des formations et en mobilisant des experts, l'IECD participe au renforcement de ses capacités sur le plan institutionnel, opérationnel et technique.



SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
476 petits entrepreneurs

Localisation :
Abidjan (Cocody et Marcory),
Yamoussoukro et Bouaké

Partenaire local :
Côte d'Ivoire Entreprises Développement
(CIED)

Début du projet : 2008

Budget 2010-2015 : 1 090 000 €
Dépenses réalisées : 40 %



UN IMPACT POSITIF POUR LES PETITES ENTREPRISES

Fin 2012, une évaluation indépendante du programme d'appui aux petites entreprises a été réalisée en Afrique : ses conclusions sont très positives. Six mois après la formation, le chiffre d'affaires augmente de 15 % à 30 % selon les pays, et l'impact sur l'emploi est significatif après un an. L'autre succès du programme, c'est la culture d'entreprise qui se diffuse parmi les participants. Ils ont désormais une approche plus entrepreneuriale de leur activité, de son développement et de ses défis.

Kenya

- Présent au Kenya depuis 2005
- 1 projet
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 172 000 €



ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES FEMMES



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
98 jeunes filles de 16 à 25 ans,
168 villageoises

Localisation :
Kilifi (région de Mombasa)

Partenaire local :
Kianda Foundation

Début du projet : 2010



LE CONTEXTE

La vie précaire des femmes de Kilifi

A Kilifi, au nord-est de Mombasa, les femmes, souvent analphabètes et touchées par les difficultés économiques, sont à la recherche de projets ou d'initiatives pour sortir leur famille de la pauvreté.

L'OBJECTIF DU PROJET

Bâtir les conditions d'un avenir durable

Depuis 2010, l'IECD et Kianda Foundation mènent un projet global de formation. A Kilifi, ils ont créé une école hôtelière pour former les jeunes filles et les insérer dans la dynamique touristique de la région. Dans les villages, ils donnent aux femmes des outils pratiques pour améliorer leurs conditions de vie.

1 – L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2012

> Elargir l'accès à la formation

Grâce à l'extension des bâtiments et à une forte sensibilisation dans les villages, l'école a pu accueillir 98 élèves en 2012. 18 jeunes déscolarisées ont suivi la formation en un an ; et 80 bachelières celle en 2 ans.

> Offrir une formation reconnue

Formées aux métiers de la cuisine, du service et de l'hébergement, les élèves s'entraînent en conditions réelles dans l'hôtel-restaurant d'application. Les étudiantes de deuxième année doivent en plus faire un stage de 4 mois. En 2012, l'école a été accréditée par le Ministère de l'Education.

> Renforcer les liens avec les professionnels

En 2012, l'école a accéléré sa politique partenariale et 30 entreprises ont apporté leur soutien (bourses, stages, emplois). Cette implication favorise l'insertion des élèves sur le marché du travail. 88 % des 42 diplômées en juin ont ainsi trouvé un emploi stable six mois après la formation.

2 – LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2012

> Organiser des formations dans 8 villages

En plus de l'alphabétisation, ces formations portent sur la couture, la cuisine et l'agriculture. Elles offrent aussi une initiation à l'hygiène et à la nutrition. En 2012, 168 femmes y ont participé pour acquérir des outils pratiques leur permettant de s'émanciper.

> Améliorer les conditions de vie

Après les formations, les participantes ont accru les revenus du foyer, soit par une meilleure gestion du quotidien, soit par la création d'activités génératrices de revenus.



- Présent au Nigéria depuis 1992
- 2 projets
- 2 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 141 000 €

ÉCOLE HÔTELIÈRE ET FORMATIONS PRATIQUES POUR LES FEMMES

LE PROJET

Permettre aux femmes de la région d'améliorer leurs conditions de vie

Faute d'accès à l'éducation, les femmes d'Enugu ont souvent des emplois précaires. C'est pourquoi l'IECD et *Women's Board* ont lancé en 2007 un projet global de formation dans la région.

1. L'ÉCOLE HÔTELIÈRE EN 2012

En ville où le tourisme d'affaires se développe, ils ont ouvert une école hôtelière pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes filles. Inaugurée en février, elle a accueilli 58 élèves qui recevront, pendant 3 ans, une formation adaptée aux besoins des professionnels. Ces derniers ont été impliqués dans le projet pédagogique de l'école.

2. LES FORMATIONS DANS LES VILLAGES EN 2012

Dans les villages, des formations pratiques sont proposées aux femmes pour qu'elles puissent s'émanciper. En 2012, 700 personnes ont ainsi pu améliorer leurs conditions de vie, soit par une meilleure gestion quotidienne, soit en créant des activités génératrices de revenus. Elles ont aussi bénéficié de consultations médicales.

SECTEUR :

FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :

58 jeunes filles, 13 formateurs,
700 villageoises, 60 employés d'hôtels

Localisation :

Enugu et zone rurale de Nike

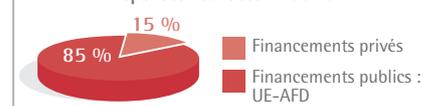
Partenaire local :

Women's Board

Début du projet : 2007

Budget 2007-2012 : 1 162 000 €

Dépenses réalisées : 100 %



APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS NIGÉRIANS

LE PROJET

Renforcer les capacités des entrepreneurs

Au Nigéria, les petites et moyennes entreprises embauchent près de 75 % de la population active des villes. C'est pour appuyer et renforcer les entrepreneurs que le centre SME-DN a été créé en 2010 à Egi, dans le Delta du Niger. L'IECD l'accompagne sur le plan pédagogique depuis 2011, transférant son savoir-faire aux formateurs du centre.

LES ACTIONS EN 2012

> Appuyer les entrepreneurs

En 2012, 60 entrepreneurs ont participé aux formations en gestion. Ils ont aussi reçu un accompagnement régulier sur leur lieu de travail. Ce suivi, qui contribue à l'appropriation des outils, favorise la diffusion d'une culture d'entreprise. Rapidement, les personnes formées se mettent à rationaliser leur comptabilité et leur gestion et à formaliser leur organisation.

> Devenir un lieu d'accueil pour les entrepreneurs locaux

L'IECD a renforcé l'offre de SME-DN. Dès 2013, un Club des Entrepreneurs sera ouvert ; et des formations proposées aux porteurs de projet.

SECTEUR :

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :

60 entrepreneurs, 5 formateurs

Localisation :

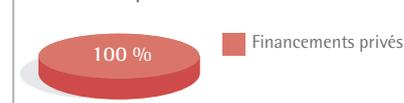
Egi

Partenaire local :

Small and Medium Enterprise - Development Network (SME-DN)

Budget 2012-2013 : 130 000 €

Dépenses réalisées : 77 %



Ce projet est mené avec le soutien de Total E&P Nigéria.

République démocratique du Congo

- Présent en République démocratique du Congo (RDC) depuis 1991
- 4 projets
- 2 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 472 000 €



LE RÉSEAU D'ÉCOLES FAMILIALES AGRICOLES



SECTEUR : FORMATION ET INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
50 jeunes, 6 formateurs,

Localisation :
Bas-Congo

Partenaire local :
CECFOR

Début du projet : 2012

Budget 2012-2015 : 425 000 €
Dépenses réalisées : 30 %



LE CONTEXTE

Un potentiel agricole sous-valorisé

Le potentiel agricole de la RDC est largement sous-exploité, et la majorité de la population rurale vit avec moins de 1 dollar par jour. Cette situation est aggravée par le manque de formation des jeunes qui, pour beaucoup, n'achèvent pas l'école primaire.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

En octobre 2012, l'IECD et le CECFOR ont ouvert les premières Ecoles Familiales Agricoles (EFA) dans la région du Bas-Congo. Elles ont pour mission de former les jeunes de 13 à 20 ans aux métiers ruraux. Il s'agit de leur donner les outils nécessaires pour qu'ils se construisent un avenir pérenne au sein de leur communauté.

LES ACTIONS EN 2012

> Lancer le projet

2012 a été consacré au lancement du projet. Une équipe de 4 personnes a été recrutée, et trois des villages identifiés ont décidé de créer des EFA. En juillet, une campagne de sensibilisation a été lancée pour promouvoir la formation auprès des communautés locales. En septembre, les classes et les comités de parents d'élèves chargés de la gestion des écoles étaient constitués.

> Renforcer les capacités des formateurs

6 formateurs ont été recrutés par les associations EFA pour animer les cours. Ils ont intégré un programme de formation continue à la pédagogie de l'alternance.

> Former les élèves en alternance

3 EFA ont ouvert leurs portes à la rentrée 2012. Elles ont accueilli 50 jeunes déscolarisés, dont 50 % de filles. Pendant 3 ans, ils sont formés aux métiers de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat, mais aussi à la gestion d'une entreprise rurale.

> Mettre l'accent sur la pratique

Les EFA proposent une formation en alternance. Chaque cycle d'alternance dure 4 semaines et comprend 3 phases : observation empirique de la réalité agricole, formation théorique et pratique en classe, mise en application dans l'exploitation familiale. A chaque étape, le formateur accompagne l'élève dans son analyse et sa réflexion. Il l'encourage également à développer une activité personnelle génératrice de revenus.

LE CONTEXTE

Créer son entreprise pour améliorer ses conditions de vie

En RDC, créer sa propre entreprise est un moyen de sortir de la pauvreté et a permis à de nombreuses personnes de faire face aux crises de ces dernières décennies. Mais le manque de compétences en gestion empêche souvent ces petits entrepreneurs, artisans et commerçants de pérenniser leur activité.

L'OBJECTIF DU PROJET

Former les petits entrepreneurs pour qu'ils renforcent leur activité

L'IECD et RDC Entreprises Développement (RDCED) forment et accompagnent les entrepreneurs et ceux qui souhaitent créer leur propre activité. L'objectif est de leur donner des outils pour construire une activité pérenne et améliorer durablement leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les entrepreneurs

En 2012, 154 entrepreneurs ont été formés aux bases de la gestion ; et 70 ont participé à la formation « porteurs de projet », au cours de laquelle ils ont pu élaborer un *business plan*.

> Accompagner les entrepreneurs au quotidien

En 2012, 98 % des participants ont reçu 5 visites de suivi au cours de leur formation. Les formateurs peuvent ainsi s'assurer de la bonne appropriation des outils et aider les entrepreneurs à structurer le développement de leur activité.

> Renforcer les compétences des entrepreneurs

Les personnes qui ont suivi la formation initiale peuvent adhérer au Club des Entrepreneurs, où ils bénéficient de services dédiés. En 2012, 59 ont participé aux formations en bureautique, marketing, management ou comptabilité / finances.

> Favoriser la pérennité du programme

En 2012, l'IECD a initié la création de RDCED, association locale chargée de la mise en œuvre du programme. Il a aussi proposé des prestations payantes à des institutions financières (Advans Bank, KfW), des agences publiques (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et des associations locales (War Child, Appui Congo). Au total, 93 petits entrepreneurs supplémentaires ont été formés et ont bénéficié d'un suivi personnalisé.



SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
440 petits entrepreneurs

Localisation :
Kinshasa (communes de Masina et de Kasa Vubu)

Partenaire local :
RDC Entreprises Développement (RDCED)

Début du projet : 2010

Budget 2010-2015 : 1 314 000 €
Dépenses réalisées : 41 %



LE RÉSEAU ENTREPRISES DÉVELOPPEMENT

En 2012, l'IECD et les 3 associations qui mettent en œuvre le programme d'appui aux petites entreprises en Afrique ont créé le Réseau Entreprises Développement (RED). Ainsi, ils pourront mutualiser leur savoir-faire et échanger des bonnes pratiques. Ils pourront aussi contribuer aux politiques nationales et internationales de développement économique.



LE CONTEXTE

La drépanocytose, une maladie génétique stigmatisée

Aujourd'hui, 20 à 30 % des Congolais sont porteurs sains du gène de la drépanocytose, et, chaque année, il y a 50 000 nouveaux cas. A cause d'un mauvais suivi médical et de l'exclusion sociale qui les frappe, 50 à 75 % d'entre eux meurent avant 5 ans.

L'OBJECTIF DU PROJET

Améliorer la prise en charge des malades

En 2006, l'IECD et le CECFOR créent la PAFOVED, une plateforme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose. Elle vise à améliorer la prise en charge des malades et à leur permettre de mieux s'insérer dans la société congolaise.

LES ACTIONS EN 2012

> Généraliser le traitement des malades

En 2012, la PAFOVED a réalisé plus de 12 000 diagnostics néo-natals et a suivi directement 701 drépanocytaires.

Elle a aussi renforcé son plaidoyer auprès du Ministère de la Santé pour inscrire la drépanocytose dans le protocole de santé de base.

> Former les personnels soignants

La PAFOVED a aussi organisé 11 sessions de formation. Ces formations qui prévoient un accompagnement sur le lieu de travail ont permis à 241 médecins, infirmiers et laborantins d'acquérir les outils pour diagnostiquer la maladie et mieux prendre en charge les patients et leur famille.

> Sensibiliser la population

La PAFOVED lutte contre les préjugés attachés à la maladie. En 2012, elle a mené des actions dans les communautés, les écoles et les entreprises. Près de 19 000 personnes ont ainsi été sensibilisées directement.

> Accroître l'intégration économique des drépanocytaires

La PAFOVED, en partenariat avec RDC Entreprises Développement, a formé 35 malades et leur famille au développement d'activités génératrices de revenus. Ainsi, ils pourront devenir autonomes, financer leurs consultations et améliorer leurs conditions de vie.

SECTEUR : ACCÈS A L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2012 :

701 drépanocytaires suivis, 12 385 enfants testés, 241 personnels hospitaliers formés, 12 385 femmes enceintes sensibilisées, 4 143 lycéens et 2 957 adultes sensibilisés

Localisation :

Kinshasa, Lubumbashi et Bas Congo

Partenaire local :

CECFOR

Début du projet : 2006

Budget 2010-2012 : 354 000 €
Dépenses réalisées : 100 %



QU'EST-CE QUE LA DRÉPANOCYTOSE ?

La drépanocytose est une maladie génétique du sang. Chez les malades, les globules rouges sont déformés : ils se bloquent dans les vaisseaux, provoquant des crises douloureuses et une forte sensibilité aux infections. Un diagnostic néo-natal, l'administration précoce d'un traitement et le suivi du patient permettent une réduction de 50 % de la mortalité.

LE CONTEXTE

Le manque d'hygiène, cause de mortalité

Les maladies infectieuses sont l'une des premières causes de décès en République démocratique du Congo. Elles sont favorisées par le non-respect des règles élémentaires d'hygiène, comme le lavage des mains.

L'OBJECTIF DU PROJET

Promouvoir la santé préventive

En 2008, l'IECD et le CECFOR ont créé la Cellule pour la promotion des pratiques d'hygiène (CEPPHY) pour mener des actions de formation. L'objectif : faire prendre conscience des risques sanitaires liés au manque d'hygiène et promouvoir des mesures de santé préventive efficaces.

LES ACTIONS EN 2012

> Renforcer l'hygiène hospitalière

En 2012, la CEPPHY a formé 461 médecins, infirmiers et techniciens de surface. Pour favoriser l'assimilation des bonnes pratiques d'hygiène, elle s'appuie sur la méthodologie de la formation-action. En plus des sessions en classe, les personnels de santé sont accompagnés sur leur lieu de travail. Ils peuvent ainsi adapter les outils à leur propre contexte professionnel.

> Créer une dynamique durable

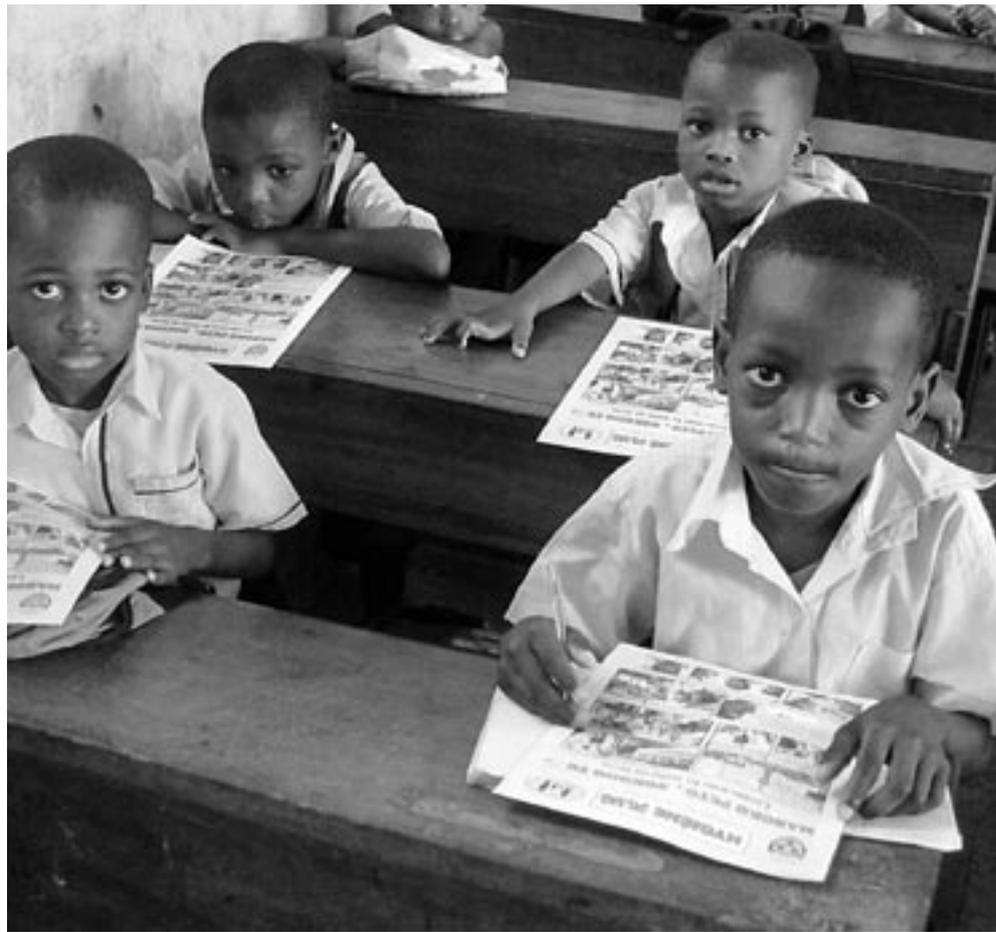
La création de comités d'hygiène est encouragée au sein des structures partenaires. Ils jouent un rôle clé dans le maintien des bonnes pratiques sur le long terme. En 2012, la CEPPHY a participé aux réunions de 10 comités afin de les accompagner dans leur rôle de veille.

> Evaluer les structures partenaires

La CEPPHY évalue les hôpitaux où elle intervient. Les évaluations réalisées en 2012 ont montré que, 6 mois après la formation, le personnel s'est approprié les protocoles et que le niveau général d'hygiène s'est amélioré. L'on observe également une diminution des infections nosocomiales.

> Renforcer les capacités de la CEPPHY

Aujourd'hui, la CEPPHY est la structure de référence en matière d'hygiène hospitalière en RDC. Elle s'inscrit toutefois dans une démarche d'amélioration continue. En 2012, un formateur s'est rendu en France pour passer le diplôme d'Hygiène Hospitalière du CHU de Toulouse.



SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2012 :

461 personnels hospitaliers, 632 étudiants infirmiers, 10 892 écoliers sensibilisés

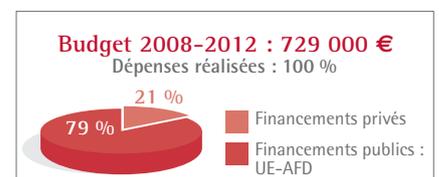
Localisation :

Kinshasa, Bas Congo et Lubumbashi

Partenaire local :

CECFOR

Début du projet : 2008





MADAGASCAR

Confronté à une instabilité politique chronique et à une crise économique profonde, Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde, classé 151^e sur 187 dans l'indice de développement humain (PNUD 2012). Aujourd'hui, 77 % des foyers vivent en-dessous du seuil de pauvreté contre 69 % en 2005. Cet appauvrissement pousse certaines familles à retirer leurs enfants de l'école : ils seraient ainsi 1,5 millions à être déscolarisés, faute de moyens financiers. A terme, c'est l'insertion durable de ces jeunes sur le marché du travail qui en sera pénalisée. C'est pourquoi l'IECD a fait de l'éducation et de la formation professionnelle les axes prioritaires de son action à Madagascar.

3 questions à

Olivier Razafimandimby



Pourquoi as-tu voulu participer au programme CERES ?

Parce que j'aime beaucoup l'école ! J'étais en sixième quand j'ai entendu parler du programme. J'ai tout de suite voulu y participer, car mes parents sont fermiers et ne peuvent pas m'aider dans mes études. Pendant 4 ans, après la classe, je suis allé à la pépinière de Nasandratrony. Avec les autres élèves CERES, on y recevait chaque semaine 10 heures de renforcement scolaire. Ça m'a permis de devenir l'un des meilleurs de ma classe et d'être le premier de ma famille à passer le brevet des collèges !

Olivier Razafimandimby est un élève de l'Année Préparatoire du programme CERES. Pendant un an, les collégiens modestes et titulaires du BEPC se préparent au concours d'entrée en seconde. Agé de 15 ans, Olivier vient de la commune rurale de Nasandratrony, à proximité de Fianarantsoa.

Comment se passe l'année préparatoire ?

Je suis très content ! Cette année, on passe en revue tout le programme du collège. On étudie le malgache et le français, mais aussi les mathématiques et les sciences. Pour moi, c'est vraiment très utile ! Surtout, comme nous ne sommes que 20 par classe, nos professeurs prennent le temps de répondre à nos questions ou de nous aider quand on ne comprend pas. En plus des cours, j'ai fait un stage découverte en entreprise ; et j'ai même participé au concours d'éloquence qui a lieu tous les ans. Aujourd'hui, je suis beaucoup plus à l'aise à l'oral !

Qu'est-ce que t'apporte l'année préparatoire ?

Ce que j'aime, c'est qu'on nous donne les outils pour apprendre par nous-mêmes. Nos professeurs nous expliquent que l'essentiel, c'est de comprendre. On utilise un code pour réviser : on met un ♥ devant ce qui doit être appris par cœur, un + devant les notions à comprendre et une ★ devant les exemples. C'est très simple, mais ça me permet de mieux retenir mes leçons. Grâce à l'année préparatoire, j'ai confiance dans l'avenir : si je réussis le concours du lycée, je pourrai sûrement réaliser mon rêve et devenir médecin !



2012 EN BREF

- Madagascar
- 5 projets actifs :
 - 2 projets de formation technique et insertion professionnelle
 - 3 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé
- 1,5 millions d'euros de chiffre d'activité
- 5 partenaires locaux
- 8 collaborateurs

Madagascar

- Présent à Madagascar depuis 1989
- 5 projets
- 5 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 1 472 000 €



LES CENTRES DE RENFORCEMENT ÉDUCATIF ET SCOLAIRE (CERES)



LE CONTEXTE

Des élèves ruraux privés d'éducation secondaire

Dans les campagnes malgaches, seulement 1 % des collégiens parviennent jusqu'au baccalauréat (contre 15 % en ville). Les causes en sont multiples : manque de moyens pédagogiques, explosion du nombre d'élèves, éloignement des centres de formation, conditions de vie très précaires.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser la scolarisation des jeunes ruraux

Depuis 2006, l'IECD et l'association malgache PROMES ont créé 6 centres de renforcement éducatif et scolaire (CERES). Adossés à 9 collèges de la périphérie rurale de Fianarantsoa, ils accompagnent les élèves tout au long de leur scolarité et renforcent les capacités pédagogiques des établissements. Depuis 2010, l'Année Préparatoire prépare les collégiens les plus méritants au lycée.

LES ACTIONS EN 2012

> Faciliter l'accès des plus modestes au collège

Cette année, les 12 internats gérés par le CERES ont hébergé 360 élèves habitant à plusieurs heures de marche de l'école ; et 5 000 collégiens ont bénéficié d'une cantine pendant les 3 mois de soudure. Le programme a aussi contribué à renforcer les capacités des collèges partenaires : leurs enseignants ont reçu 10 jours de formation et 8 salles de classe ont été construites.

> Renforcer le niveau des collégiens

En 2012, 480 élèves ont été admis dans les 6 pépinières CERES. Ils y reçoivent un accompagnement global, qui leur permet de s'épanouir sur le plan éducatif et personnel. Sur le plan scolaire, ils bénéficient de 10 heures hebdomadaires de soutien. En moyenne, leurs notes sont de 45 % plus élevées que celles de leurs condisciples ; et le taux de passage est de 99 %.

> Préparer l'entrée au lycée

Le Campus CERES a accueilli 87 élèves, sélectionnés sur leur mérite et leur motivation à préparer le concours d'entrée en seconde. Pendant un an, les enseignants se concentrent sur l'apprentissage des langues d'enseignement (malgache officiel, français), le renforcement des savoirs de base et l'ouverture au monde (stage, théâtre). Grâce à cette pédagogie innovante, les 54 élèves de la promotion 2010-2011 ont tous été admis dans les 3 meilleurs lycées de Fianarantsoa.

> Accompagner les lycéens CERES

Les lycéens CERES ont bénéficié d'un suivi personnalisé tout au long de l'année. Cet accompagnement contribue à leur réussite : 95 % des élèves entrés en seconde en 2011 sont passés en première.

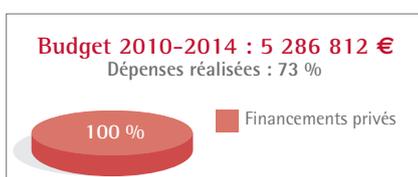
SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2012 :
5 000 élèves, 140 enseignants,
45 éducateurs

Localisation :
Région rurale de Haute Matsiatra – Ville de
Fianarantsoa

Partenaire local :
PROMES (Promotion économique et sociale)

Début du projet : 2006





LE SUIVI DES LYCÉENS CERES, LA CLÉ D'UNE RÉUSSITE DURABLE

Trois ans après le lancement de l'Année Préparatoire, ils sont 105 élèves à poursuivre leur scolarité dans les 3 meilleurs lycées de Fianarantsoa. S'ils sont totalement autonomes, ils continuent néanmoins de bénéficier d'un suivi régulier de la part du CERES. De plus, six week-ends par an, ils se retrouvent tous sur le campus. Un moment pédagogique important.

> Pérenniser les méthodes de travail

Une fois au lycée, les élèves réintègrent un système scolaire, où l'accompagnement individualisé est rendu difficile par des classes en sureffectif. Pour s'assurer que les méthodes de travail apprises en Année Préparatoire ne se perdent pas, les week-ends consacrent plusieurs heures à l'étude encadrée. C'est aussi l'occasion pour les élèves d'approfondir certains points du programme.

> S'ouvrir au monde

L'équipe du CERES poursuit le travail entamé en Année Préparatoire. Une attention particulière est portée à la culture générale et à la pratique de l'anglais. Des activités didactiques sont organisées ; elles s'appuient sur l'échange et la recherche active pour faciliter l'implication de chacun.

> Favoriser le développement personnel

Des sessions de formation humaine sont conduites pour favoriser le développement personnel de ces adolescents. Ces sessions leur permettent de cultiver leur savoir-être et leur ouverture d'esprit, mais aussi de développer leur potentiel humain et d'enrichir leur connaissance d'eux-mêmes et des autres.

> Préparer l'avenir

Enfin, dès la seconde, les élèves sont incités à réfléchir à leur avenir. Ils sont notamment encouragés à se tourner vers des métiers porteurs d'emplois. Afin de les accompagner dans leur réflexion, l'équipe du CERES leur donne accès à des forums, où ils peuvent rencontrer des professionnels. A la fin de la terminale, ils devront soumettre un projet viable et cohérent à un jury qui leur accordera éventuellement des bourses pour leur permettre de faire des études supérieures.



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
110 familles

Localisation :
Fianarantsoa

Partenaire local :
Collège Saint François-Xavier

Début du projet : 2012



LE CONTEXTE

Des jeunes sans perspectives d'avenir

Fianarantsoa est l'une des villes les plus pauvres de Madagascar. Nombre de familles y vivent dans un état de grande précarité, sans accès à l'éducation ; et leurs enfants sont touchés de plein fouet par le chômage. D'autre part, alors que le tourisme est en pleine expansion, les professionnels peinent à trouver des employés qualifiés.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion durable des jeunes déscolarisés

En 2012, l'IECD et le collège Saint François-Xavier ont lancé à Fianarantsoa un projet d'école hôtelière. Il s'agit de permettre aux élèves d'acquérir des

compétences professionnelles et de s'insérer dans la dynamique touristique du pays. L'école ouvrira ses portes à la rentrée 2013 ; à terme, elle accueillera 104 jeunes garçons et filles par an.

LES ACTIONS EN 2012

> Construire des locaux adaptés

Un ancien centre de formation, situé dans une maison malgache surplombant la ville, a été choisi pour accueillir l'école. Les travaux de réhabilitation et de construction ont débuté en juillet. 2 bâtiments abriteront l'hôtel-restaurant d'application ; et un troisième les salles de classe.

> Acquérir des compétences professionnelles

Les référentiels ont été réalisés, suivant une méthodologie globale, exigeante et rigoureuse. De multiples acteurs (organismes publics de la formation professionnelle, experts, enseignants, professionnels locaux de l'hôtellerie-restauration) ont participé à leur élaboration. Pendant 2 ans, les jeunes recevront une formation de niveau CAP aux métiers de l'hébergement, du service et de la cuisine. La pratique sera au cœur de l'enseignement. Les élèves s'entraîneront en effet en conditions réelles dans l'hôtel-restaurant ouvert au public. Ils devront aussi faire un stage de six mois.

> Renforcer les capacités des plus démunis

En 2012, 110 familles ont participé à un cycle de formations sur l'économie domestique, la nutrition, l'hygiène et la création d'activités génératrices de revenus. Elles ont ainsi pu acquérir des outils pratiques pour améliorer leurs conditions de vie.

> Améliorer l'offre de formation professionnelle au niveau national

L'IECD a travaillé avec les Ministères du Tourisme et de la Formation professionnelle pour mettre en place une stratégie nationale de développement des compétences en hôtellerie-restauration. En 2013, des référentiels communs seront utilisés dans des établissements pilotes.

LA RÉINSERTION DES JEUNES ADULTES PAR LA FORMATION EN ARTISANAT

LE CONTEXTE

Des jeunes adultes sans avenir professionnel

Les jeunes sont nombreux à quitter les campagnes malgaches pour fuir la pauvreté et l'insécurité. Ils arrivent à Antananarivo dans l'espoir d'une vie meilleure. Certains tombent dans une situation encore plus précaire et viennent grossir le nombre de sans-abri de la capitale.

L'OBJECTIF DU PROJET

Ouvrir des débouchés aux jeunes sans-abri

En 2003, l'association malgache Accueil des Sans-Abri (ASA), soutenue par l'IECD, a créé un centre de formation et de production en artisanat. Il vise à assurer la réinsertion sociale et professionnelle des jeunes adultes en très grande précarité.



LES ACTIONS EN 2012

> Poursuivre les formations en artisanat

En 2012, le centre de formation en artisanat a accueilli une huitième promotion de 65 personnes. Pendant un an, ils ont été formés aux métiers de l'artisanat (travail du cuir et de la corne, vannerie, broderie, marqueterie, tissage, couture). Ils ont aussi été suivis par les assistantes sociales de l'ASA.

> Mettre l'insertion professionnelle au cœur de la formation

La formation met l'accent sur la pratique. Les élèves appliquent les connaissances apprises en classe dans les ateliers du centre de production. Grâce à cette professionnalisation, le taux de placement à l'issue de la formation est élevé : en décembre, 75 % des 65 stagiaires de la promotion 2011-2012 avaient trouvé un emploi.

> Assurer la pérennité du centre

Le centre de production artisanale (CPA) commercialise les produits fabriqués par les élèves, et les recettes des ventes servent à financer la formation. En 2012, le CPA a poursuivi le travail de restructuration et de marketing initié l'an dernier. Cette stratégie a porté ses fruits : le CPA est aujourd'hui rentable et couvre une partie des dépenses du centre de formation. Pour le reste, c'est un partenaire local qui, depuis cette année, en assure le financement.

SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
65 jeunes adultes

Localisation :
Antananarivo

Partenaire local :
Accueil des Sans-Abri (ASA)

Début du projet : 2003

Budget 2008-2012 : 776 187 €
Dépenses réalisées : 100 %



L'INSTITUT MALGACHE DE RECHERCHES APPLIQUÉES (IMRA)

Cet Institut basé à Antananarivo conduit, depuis 50 ans, des travaux de recherche sur les plantes médicinales malgaches. Il développe des médicaments à partir de principes actifs d'origine naturelle et

les met à la disposition de la population à des prix accessibles. Depuis novembre 2012, l'IMRA est une Fondation reconnue d'utilité publique.

SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Début du projet : 1989

Dépenses réalisées en 2012 : 29 098 €

LE CENTRE MEDICOCHIRURGICAL DE SAINT-DAMIEN

Dans la région d'Ambanja, le CMC de St Damien est un centre médical qui offre aux plus vulnérables des soins de qualité en médecine générale, chirurgie, stomatologie et ophtalmologie.

En 2012, l'hôpital a poursuivi son travail de renforcement institutionnel et financier. Il a pu faire certifier ses comptes annuels par un cabinet indépendant et pérenniser ainsi ses financements.

SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Début du projet : 1987

Dépenses réalisées en 2012 : 21 938 €



PROCHE-ORIENT

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la population active devrait atteindre 185 millions de personnes en 2020 ; et il faudra créer près de 100 millions d'emplois pour absorber l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail. L'Organisation Internationale du Travail estime que, dans les prochaines années, le Proche-Orient sera la région la plus touchée par le chômage des moins de 25 ans. Aussi, l'IECD travaille en priorité sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et des jeunes adultes, ainsi que sur l'appui aux petites entreprises. En développant des formations qualifiantes et en soutenant le développement entrepreneurial, il vise à créer les conditions pour bâtir un avenir meilleur. L'accès des personnes vulnérables à l'éducation et à la santé est l'autre volet de l'action de l'IECD dans la région.

3 questions à

Antoine Nohra



Pourquoi la formation des professeurs est-elle importante ?

C'est un enjeu éducatif majeur, surtout dans les filières professionnelles. De manière générale, il est essentiel qu'un professeur soit techniquement à jour, car cela impacte le niveau des élèves et leur employabilité future. Dans un projet comme Graines d'Espérance, c'est d'autant plus important que les enseignants doivent assimiler un tout nouveau référentiel, fondé sur des méthodes pédagogiques novatrices.

Comment se passent les formations ?

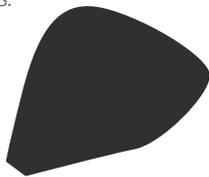
Un samedi sur deux, on organise des formations sur une thématique donnée, qui concerne généralement plusieurs applications électrotechniques. Chaque séance dure entre 5 et 6 heures, et 95 % du temps est consacré à la pratique. Le formateur remet aux participants les documents et les outils nécessaires, pour qu'ils réalisent le système complet par eux-mêmes. Notre approche est inductive et basée sur l'approche par compétences. On considère en effet que les personnes formées doivent expérimenter seules un sujet pour le maîtriser réellement. D'autre part, on veut qu'elles en connaissent tous les aspects, à l'instar de ce qui est requis dans l'industrie.

Qu'est-ce que ces formations apportent aux professeurs ?

Elles leur permettent de se former aux dernières techniques d'un secteur qui évolue en permanence. Surtout, nous leur donnons les outils pour accompagner plus efficacement leurs élèves. Aujourd'hui, ces jeunes qui étaient souvent en situation d'échec scolaire acquièrent des compétences valorisées par les entreprises. Non seulement ils trouveront un emploi stable, mais en plus ils auront le bagage nécessaire pour progresser tout au long de leur carrière. Pour les professeurs, c'est très motivant !



Antoine Nohra est ingénieur en électrotechnique à l'ISAE-Cnam Liban, le centre de formation dédié aux professionnels. Il intervient depuis 2007 dans le projet Graines d'Espérance en tant qu'expert technique. Aujourd'hui, il est en charge de la formation des formateurs.

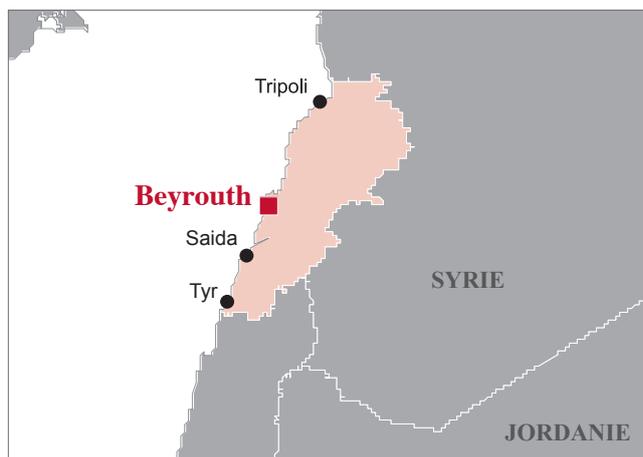


2012 EN BREF

- Liban, Syrie, Kurdistan d'Irak, Territoires palestiniens
- 17 projets actifs :
 - 8 projets de formation technique et insertion professionnelle
 - 6 projets d'appui aux petites entreprises
 - 3 projets d'accès des personnes vulnérables à l'éducation et la santé
- 2 millions d'euros de chiffre d'activité
- 34 partenaires locaux
- 33 collaborateurs

Liban

- Présent au Liban depuis 1989
- 7 projets
- 17 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 915 000 €



APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS DU LIBAN NORD

SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
94 entrepreneurs, dont 43 % de femmes

Localisation :
Tripoli et Liban nord (antenne mobile)

Début du projet : 2008

Budget 2009-2013 : 518 628 €
Dépenses réalisées : 57 %



LE PROJET

Donner aux entrepreneurs les moyens de renforcer leur activité

Aujourd'hui, l'économie de Tripoli et du Liban Nord repose sur les petits entrepreneurs locaux qui, pour certains, manquent de compétences en gestion. C'est pourquoi, depuis 2008, l'IECD les forme et les accompagne dans le développement de leur activité. A terme, c'est l'amélioration des conditions de vie et l'impact sur l'emploi qui sont visés.

LES ACTIONS EN 2012

> Accompagner l'initiative économique locale

En 2012, 76 entrepreneurs ont suivi les formations en gestion organisées par l'IECD. Pendant et après les sessions, les formateurs leur ont rendu visite sur leur lieu de travail pour s'assurer de l'appropriation des outils et accompagner la structuration de leur activité. En outre, en réponse à une forte demande – surtout en milieu rural –, l'IECD a lancé une formation à la création d'entreprise. En 2012, 18 porteurs de projet y ont participé.

> Elargir les compétences des entrepreneurs

Le Centre de Gestion et de Services de Tripoli a ouvert son Club des Entrepreneurs. 45 diplômés des formations en gestion ont ainsi assisté aux formations spécialisées (comptabilité, marketing online, business plan) ; et 74 ont participé aux soirées thématiques.

> Pérenniser le programme

L'IECD a accompagné la création de l'association libanaise Semeurs d'Avenir, qui sera en charge de la gestion du projet fin 2014. D'autres partenariats ont été signés avec des organismes locaux et internationaux pour renforcer le modèle économique du centre.

FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Le retour d'expérience au Liban montre que le programme d'appui aux petites entreprises a un impact significatif sur les bénéficiaires. 6 mois après la formation, le chiffre d'affaires augmente pour 53 % des entrepreneurs formés. Surtout, ils développent une vision à plus long terme, qui se traduit par une hausse de l'épargne et des investissements et par une formalisation de l'activité.

FORMATION, ORIENTATION ET EMPLOI DES JEUNES ET DES PERSONNES VULNÉRABLES

SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Partenaires locaux :
Semeurs d'Avenir, Arcenciel

Début du projet : 2012

Budget 2012-2015 : 990 000 €

En novembre 2012, dans la continuité de Graines d'Espérance, l'IECD et ses partenaires ont lancé au Liban un projet d'insertion professionnelle. A terme, des bureaux d'emploi seront créés dans 5 écoles techniques pour favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. De plus, un accompagnement spécifique sera proposé aux personnes vulnérables via le bureau d'emploi de l'association Arcenciel. Enfin, il y aura un volet d'appui aux entrepreneurs et porteurs de projet pour stimuler l'activité locale.

Ce projet est mené avec le soutien de la Fondation Drosos.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES PAR LA FORMATION AUX MÉTIERS DE L'ÉLECTRICITÉ (GRAINES D'ESPÉRANCE)

LE CONTEXTE

Des formations peu adaptées

Au Liban, la formation technique est dépréciée. Pour beaucoup, c'est la voie réservée aux élèves en échec scolaire. Trop théorique, elle ne répond pas aux besoins en compétences des entreprises qui recherchent des techniciens qualifiés.

L'OBJECTIF DU PROJET

Renforcer l'employabilité des élèves

9 lycées préparent les élèves au nouveau baccalauréat technique reconnu en 2010 par le Ministère libanais de l'Education. Ce baccalauréat s'inscrit dans le projet Graines d'Espérance que l'IECD et ses partenaires ont lancé pour moderniser les filières de l'électrotechnique, répondre aux besoins des entreprises et améliorer l'employabilité des jeunes.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les élèves aux métiers de l'électricité

En 2012, 672 élèves ont été formés aux applications de l'électrotechnique (électricité du bâtiment, électricité industrielle, ascenseurs, maintenance, efficacité énergétique). Grâce à une approche globale centrée sur la mise en situation, ils acquièrent les savoir-faire requis par les entreprises.

> Former les professeurs

En 2012, 33 formations ont été organisées. 99 professeurs ont été formés à la pédagogie par compétences par les inspecteurs du Ministère français de l'Education ; les formations techniques ont été menées par l'ISAE-Cnam Liban, l'Institut Pédagogique National pour l'Enseignement Technique (IPNET) et des entreprises locales.

> Favoriser le placement des élèves

En mai, 18 entreprises ont participé au Forum des métiers industriels, organisé avec le Ministère de l'Industrie pour valoriser la formation technique auprès de 850 jeunes. De plus, 60 organisations ont accueilli des stagiaires. Pour certains, le stage s'est conclu par une promesse d'embauche.

Ce projet a été développé en partenariat avec Schneider Electric.



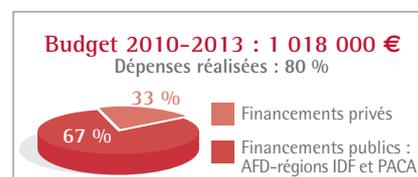
SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
672 élèves (2 059 depuis 2007),
99 professeurs

Localisation :
Beyrouth, Saïda, Adma, Tyr, Aqqar, Mont-Liban, Tripoli

Partenaires locaux :
11 écoles publiques et privées

Début du projet : 2007



Essaimage du programme Graines d'Espérance

Sur la base des bons résultats de la méthodologie utilisée au Liban et des conclusions d'études de faisabilité, l'IECD a décidé d'essaimer Graines d'Espérance. Dès 2013, des projets seront lancés en Égypte, au Nigéria et au Maroc, où les

métiers de l'électricité sont porteurs d'emplois. Le programme vise à faire le lien entre des jeunes sans activité et des entreprises en quête de compétences.

Avec le soutien de la Fondation Schneider Electric.

SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Localisation :
Égypte, Maroc, Nigéria

Début du projet : 2012

Budget 2012 : 21 300 €

ACCÈS À L'ÉDUCATION DES ENFANTS À BESOINS SPÉCIFIQUES



LE CONTEXTE

Des enfants à besoins éducatifs spécifiques

A Saida et dans sa région, près de 4 000 enfants sont atteints de troubles de l'apprentissage et du comportement, ainsi que de déficiences intellectuelles légères. Ils ont du mal à suivre une scolarité régulière.

L'OBJECTIF DU PROJET

Valoriser le potentiel des enfants

Depuis 2007, l'IECD et le Foyer de la Providence s'associent pour donner à ces enfants une éducation de qualité et les aider à se construire un avenir. En offrant aux plus fragiles un enseignement adapté, l'école spécialisée Mosaik les conduit vers l'autonomie. En sensibilisant les enseignants et les pouvoirs publics, le centre Trait d'Union contribue à une meilleure intégration scolaire des élèves aux troubles légers.

LES ACTIONS EN 2012

> Renforcer les capacités de l'école spécialisée Mosaik

Les 30 éducateurs, psychologues, psychomotriciens et orthophonistes ont été formés par l'Institut National Supérieur du Handicap et de l'Enseignement Adapté (INS HEA), mais aussi par des experts libanais. L'école a également bénéficié des conseils d'une ergothérapeute pour réaménager son espace de manière optimale.

SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2012 :

75 enfants avec un handicap léger ;
46 élèves ayant des difficultés
d'apprentissage ; 30 éducateurs et
rééducateurs ; 107 enseignants d'écoles
régulières

Localisation :

Saida et sa région

Partenaire local :

Foyer de la Providence

Début du projet : 2007

> Placer l'enfant au cœur de la pédagogie

Les cours sont adaptés aux besoins spécifiques des 75 enfants. Avec 6 élèves par classe, les enseignants utilisent des outils pédagogiques qui favorisent l'éveil et l'apprentissage.

> Encourager les enseignements adaptés

En plus du suivi d'enfants, le centre Trait d'Union s'est consacré au renforcement des enseignements adaptés. 39 enseignants ont été accompagnés pour ajuster leurs cours aux besoins des élèves, et un cycle de formations annuel a débuté en septembre pour les 68 professeurs des 5 écoles partenaires. Parmi ces écoles, l'une a ouvert une classe spécialisée.

> Sensibiliser le grand public aux troubles de l'apprentissage

En 2012, des brochures sur la dyslexie et la dyspraxie ainsi qu'un court métrage ont été réalisés pour promouvoir les activités de Mosaik et Trait d'Union auprès du grand public.

Budget 2008-2012 : 999 000 €

Dépenses réalisées : 100 %





LE CONTEXTE

Les difficultés des réfugiés au Liban

Depuis la guerre de 2003, environ 1 000 familles irakiennes sont installées à Sed el Bouchrieh, au nord-est de Beyrouth. En 2012, elles ont été rejointes par plusieurs milliers de familles syriennes fuyant les violences de leur pays. Pour tous, les conditions de vie sont très difficiles.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux plus jeunes les moyens de se construire un avenir

Créé en 2006, le centre Janah lutte contre l'échec scolaire des jeunes réfugiés – irakiens et syriens – et les accompagne pour qu'ils soient mieux intégrés au sein de la société libanaise. Traumatisés par les violences, devant s'adapter à un nouveau système dispensé en anglais, ils sont souvent déclassés de plusieurs niveaux. La moitié d'entre eux arrêtent l'école et travaillent pour aider leurs parents.

LES ACTIONS EN 2012

> Renforcer le niveau scolaire

Pendant l'année scolaire 2012, le centre a accueilli 130 enfants qui sont presque tous passés en classe supérieure. Depuis la rentrée de septembre, 20 enfants syriens sont également pris en charge. Quatre fois par semaine, les 8 enseignants donnent des cours de remise à niveau académique. Ils mettent l'accent sur l'anglais, qui est l'une des langues de scolarisation au Liban.

> Favoriser le développement personnel des enfants

Chaque vendredi, des activités ludiques et psychosociales sont organisées pour que les enfants expriment leurs émotions, canalisent leur agressivité et reprennent confiance en eux. Ceux qui sont traumatisés ou ont des troubles spécifiques – une quarantaine au total – sont pris en charge par une psychologue.

> Renforcer les liens avec les parents

Un comité de parents d'élèves a été créé pour mieux intégrer les familles au projet éducatif et dans les activités du centre. Les plus démunies ont été accompagnées par une assistante sociale.

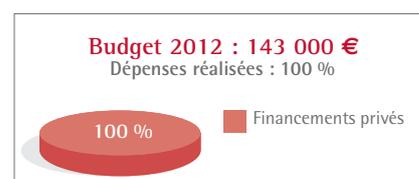
SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2012 :
130 enfants de 6 à 15 ans, 100 familles

Localisation :
Sed el Bouchrieh, Beyrouth

Partenaires locaux :
Institut Technique Franco-Libanaise,
Arcenciel

Début du projet : 2006



FORMATION PROFESSIONNELLE AUX MÉTIERS DU TOURISME

SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Partenaire local :

Promotion et Développement Social (PRODES)

Début du projet : 2006

Dépenses réalisées en 2012 : 24 500 €

Depuis 2006, l'IECD et PRODES mènent un projet de formation pour les femmes de la région de Maad. En 2012, une troisième promotion de jeunes filles a été formée aux métiers de l'hôtellerie-restauration. De plus, des formations courtes ont été proposées à 200 femmes adultes pour favoriser le développement d'activités touristiques, génératrices de revenus. Tout au long de l'année, l'IECD a apporté un appui pédagogique.

APPUI AUX PETITS PRODUCTEURS DU LIBAN SUD



SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :

96 petits producteurs

Localisation :

Cazas de Bint Jbeil, Marjayoun, Tyr, villages de Rmeich, Toulina, Kabrikha, Aynata et Al Tyri

Partenaires locaux :

Association d'Aide au Développement Rural (ADR), Istituto per la Cooperazione Universitaria (ICU Liban)

Début du projet : 2010

LE CONTEXTE

Des producteurs en quête de revenus d'appoint

Au Liban Sud, les petits agriculteurs se lancent dans la production de miel et d'herbes aromatiques pour accroître leurs revenus.

L'OBJECTIF DU PROJET

Renforcer les capacités des petits producteurs

Depuis 2010, l'IECD et ses partenaires interviennent dans la zone de déploiement du bataillon français de la FINUL. Ils forment les apiculteurs et planteurs d'herbes aromatiques aux bonnes pratiques de production.

LES ACTIONS EN 2012

> Soutenir la production d'origan

En 2012, les planteurs d'origan de 4 villages ont participé à un programme de formation sur deux ans, organisé par l'IECD et ses partenaires. Du matériel d'irrigation et des plants ont été distribués pour qu'ils puissent cultiver leur propre parcelle. Accompagnés sur le plan technique, ils ont ainsi pu bénéficier de nouveaux débouchés et accroître leurs revenus.

> Former les apiculteurs aux bonnes pratiques apicoles

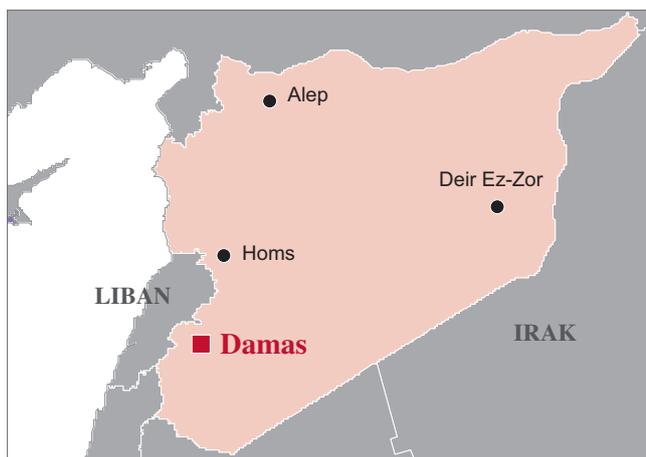
25 sessions de formation ont eu lieu en 2012. L'accent a été mis sur la lutte contre le varroa et la loque américaine. Les 106 apiculteurs formés ont reçu un accompagnement sur le terrain. Ils ont ainsi augmenté significativement leurs rendements, ainsi que leurs revenus.

> Renforcer les coopératives

9 sessions de formation ont été organisées pour renforcer les compétences de 5 coopératives partenaires en comptabilité, gestion, marketing et commercialisation. Elles ont aussi été équipées de manière à pouvoir lancer une activité apicole.

Budget 2010-2012 : 240 000 €
Dépenses réalisées : 100 %





- Présent en Syrie depuis 2000
- 4 projets
- 10 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 580 000 €

ACCUEIL & FORMATION DES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

LE CONTEXTE

Des jeunes en situation de grande détresse

Dans la banlieue de Damas affluent de nombreux déplacés internes fuyant les violences. Les adolescents subissent de plein fouet cette situation tragique : isolés et sans accès à l'éducation, ils perdent tout espoir pour l'avenir.

L'OBJECTIF DU PROJET

Offrir un lieu de vie et de formation aux jeunes réfugiés et déplacés

En 2008 et 2012, l'IECD a ouvert 2 centres de formation professionnelle en périphérie de Damas. Ces centres qui étaient destinés aux réfugiés déscolarisés accueillent aujourd'hui de nombreux jeunes Syriens déplacés. Dans ces lieux de vie, ils peuvent à nouveau s'exprimer, bâtir des relations et poursuivre leur développement personnel. Ils ont aussi la possibilité d'acquérir des compétences utiles, par lesquelles ils se projettent dans un avenir professionnel.

LES ACTIONS EN 2012

> Permettre aux jeunes de se construire

En 2012, les 2 centres ont accueilli 526 jeunes, à qui ils offrent un cadre stable. Pour leur permettre de verbaliser ce qu'ils ont vécu et commencer à se reconstruire, des groupes de parole sont organisés, de même que des activités de développement personnel. En 2013, des repas chauds seront proposés à ces élèves qui vivent tous dans des conditions très difficiles.

> Permettre aux élèves d'acquérir des compétences utiles

Les élèves ont été formés aux métiers du secrétariat et de l'électricité. Ils ont aussi pu développer des compétences en informatique et en anglais. Chaque formation est organisée en modules de 2 à 6 mois et met l'accent sur la pratique pour répondre aux besoins actuels et futurs des artisans et professionnels locaux. De plus, une formation d'aide à la personne âgée ou malade a été développée, car ces métiers sont de plus en plus nécessaires en Syrie.

SECTEUR :

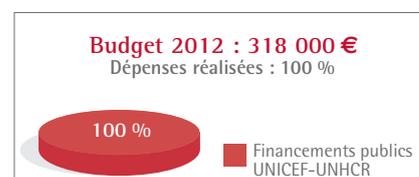
FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
526 jeunes de 14 à 25 ans, 21 formateurs

Localisation :
Périphérie de Damas

Partenaire local :
Croissant Rouge Arabe Syrien

Début du projet : 2008



APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS

En 2009, l'IECD et le *Business Innovation Development Centre* (BIDC) ont créé à Deir Ez-Zor un Centre de Gestion et de Services. Au premier semestre 2012, le centre a organisé 5 formations en gestion de base, création d'entreprise et comptabilité informatique. Tant que les conditions le permettaient, 89 entrepreneurs et porteurs de projet ont été formés et accompagnés. Après la dégradation dramatique de la situation, les activités ont été suspendues à l'été.

SECTEUR :

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Partenaire local :
Business Innovation Development Centre



Ce projet est mené avec le soutien de Total E&P Syrie.

FORMATION DES PROFESSIONNELS DU HANDICAP ET APPUI AUX CENTRES DE PRISE EN CHARGE



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
15 associations locales, 34 professionnels formés

Localisation :
Homs, Alep et Damas

Début du projet : 2009



LE PROJET

Améliorer la prise en charge des enfants et adolescents en situation de handicap

Avant 2011, le nombre de personnes en situation de handicap en Syrie était évalué à plus de 500 000. Aujourd'hui, leurs besoins sont très importants ; mais la crise actuelle rend encore plus difficile le travail des professionnels. Depuis 2009, l'IECD mène avec des associations syriennes un projet d'amélioration de la prise en charge d'enfants et adolescents qui souffrent d'infirmité motrice cérébrale, de déficience intellectuelle ou d'autres formes de handicap.

LES ACTIONS EN 2012

> Soutenir les centres de prise en charge

A Homs et à Alep, l'IECD apporte un soutien technique et financier aux associations partenaires qui continuent d'offrir aux enfants en situation de handicap une prise en charge de qualité.

> Former les formateurs

En 2012, 34 professionnels venant de 15 associations de Homs et d'Alep ont participé au programme de spécialisation. Ils ont notamment pu faire des stages courts dans l'un des 5 établissements libanais partenaires. Ils ont ainsi renforcé leurs compétences dans des spécialités encore peu répandues en Syrie (orthopédie, ergothérapie, kinésithérapie respiratoire).

> Favoriser la pérennisation des bonnes pratiques

Ces professionnels constituent un vivier de formateurs. Ils participent à la création d'un réseau national de formation continue. A terme, ils ont vocation à transmettre leur savoir-faire à leurs confrères syriens.

FORMATION DES PERSONNELS INFIRMIERS

SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
92 infirmiers, 10 formateurs

Localisation :
Damas et sa périphérie

Partenaires locaux :
Hôpital Saint-Louis, Hôpital italien, Hôpital du Rein, Hôpital de Daraya

Début du projet : 2008



LE PROJET

Donner aux personnels infirmiers les moyens d'améliorer la qualité des soins

Sous l'effet de l'exode rural, de la croissance démographique et – en 2012 – de l'afflux de réfugiés et de déplacés internes, la demande en soins a fortement augmenté à Damas. Mal formés, les personnels hospitaliers peinent à gérer la situation, ce qui nuit à la prise en charge des patients. Depuis 2008, l'IECD travaille ainsi au renforcement des compétences des infirmiers pour améliorer la qualité des soins.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les personnels infirmiers aux bonnes pratiques hospitalières

Début 2012, 84 infirmiers, dont une majorité de femmes, ont été formés aux bonnes pratiques hospitalières (hygiène, relations avec les patients, protocoles thérapeutiques). Ils ont aussi été accompagnés dans leur pratique, directement sur leur lieu de travail. Il s'agit ainsi de garantir l'appropriation pérenne des protocoles par les personnels soignants.

> Former les formateurs en soins infirmiers

Depuis 2011, l'IECD mène un programme unique de formation de formateurs en soins infirmiers afin d'améliorer la qualité de la formation initiale délivrée dans les écoles d'infirmières syriennes. En 2012, une dizaine de formateurs de Damas, Homs et Sweida y ont participé. La session s'achèvera à l'été 2013, et les diplômés seront validés par le Centre Hospitalier Sainte Anne de Paris.

Kurdistan d'Irak



- Présent au Kurdistan d'Irak depuis 2009
- 1 projet
- 4 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 183 000 €

APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL

LE CONTEXTE

Une région au fort potentiel agricole

Jadis grenier de l'Irak, le Kurdistan a vu son secteur agricole déstructuré depuis les années 1960. L'agriculture locale peine à faire face à la concurrence des produits importés, alors que la région doit encore absorber de nombreux déplacés internes. En 2012, elle a aussi dû gérer l'afflux de réfugiés syriens.

L'OBJECTIF DU PROJET

Soutenir le développement rural

Depuis 2008, l'IECD mène un projet de développement rural dans le nord du pays. L'objectif est de favoriser l'essor durable de filières agricoles porteuses. Aujourd'hui, l'IECD et ses partenaires se concentrent sur les filières arboricoles et maraîchères, en donnant les moyens à des entrepreneurs ruraux ou à des structures collectives de construire l'ensemble de la chaîne de valeur – de la production à la commercialisation.

LES ACTIONS EN 2012

> Soutenir la structuration de la filière arboricole

En 2012, 50 arboriculteurs ont reçu des formations techniques. Ils ont notamment été formés à la taille et à la prévention des maladies. Ils ont ainsi pu améliorer leur production sur le plan quantitatif et qualitatif ; et leurs bénéficiaires ont augmenté de 29 % environ.

> Améliorer les cultures maraîchères

15 maraîchers ont reçu un accompagnement individualisé. Les cultures expérimentales (fraises, cultures sous serre) lancées en 2011 ont été étendues, car elles ont permis de dégager des revenus significatifs. D'autres cultures (tournesol, pomme de terre, luzerne) ont été introduites.

> Encourager la création d'activités génératrices de revenus

En 2012, 220 villageois ont suivi des formations au jardinage et à l'apiculture. Ces activités ont permis de générer chaque mois un revenu indirect de 100 euros par famille et d'augmenter la consommation d'œufs, de fruits et de légumes.

> Proposer des services agricoles

Le service de location de tracteurs à prix coûtant a été maintenu. Il a permis à une dizaine d'agriculteurs de mettre en culture 200 kilomètres carrés de parcelles supplémentaires.

> Créer des liens avec les acteurs publics de l'agriculture

Un partenariat a été noué avec le Directorate de l'Agriculture de Dohuk pour renforcer les capacités de ses services agricoles et vétérinaires. De plus, une formation aux bonnes pratiques apicoles réunissant 115 représentants de la filière a été organisée au Collège d'Agriculture.



SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
220 villageois, 115 représentants de la filière apicole, 57 arboriculteurs, 50 aviculteurs, 16 agriculteurs, 15 maraîchers

Localisation :
27 villages de la région de Dohuk

Partenaires locaux :
Directorat de l'Agriculture, Directorate des Services Vétérinaires, Collège d'Agriculture, Association des Apiculteurs

Début du projet : 2008

Budget 2008-2014 : 1 300 000 €
Dépenses réalisées : 69 %



Territoires palestiniens

- Présent dans les Territoires palestiniens depuis 2007
- 3 projets
- 3 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 332 000 €



LE CENTRE ÉDUCATIF D'AL AIZARIEH



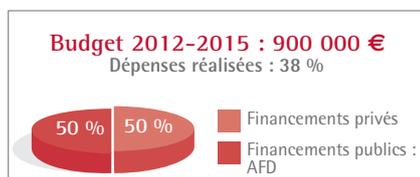
SECTEUR : ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

Bénéficiaires en 2012 :
200 enfants

Localisation :
Al Aizarieh

Partenaires locaux :
Ministère de l'Éducation, Municipalité d'Al Aizarieh

Début du projet : 2012



LE CONTEXTE

Un système éducatif qui manque de moyens

A Al Aizarieh, en périphérie de Jérusalem, le nombre de jeunes en situation d'échec scolaire ne cesse d'augmenter. Le système éducatif ne parvient pas à les soutenir, car les écoles manquent de moyens et les enseignants sont insuffisamment formés. A cela s'ajoute l'absence d'espace où les enfants et adolescents pourraient se développer sur le plan personnel.

L'OBJECTIF DU PROJET

Bâtir les conditions d'un avenir durable

Depuis janvier 2012, l'IECD et Apprentis d'Auteuil mènent à Al Aizarieh un projet éducatif global destiné à accompagner ces jeunes en difficulté scolaire et leur donner un cadre dans lequel ils peuvent renforcer leur niveau, s'épanouir et se construire un avenir meilleur. D'ici 2015, le centre éducatif accueillera près de 900 enfants et adolescents de 6 à 18 ans.

LES ACTIONS EN 2012

> Lancer les activités du centre éducatif

En 2012, une équipe de 3 enseignants et 3 éducateurs a été recrutée et formée. Une maison traditionnelle a aussi été identifiée pour accueillir le centre éducatif. Les travaux de réhabilitation débiteront en 2013 ; et, d'ici là, les activités sont hébergées dans une école partenaire.

> Accompagner les jeunes qui en ont besoin

A Al Aizarieh, les élèves en difficulté scolaire ne reçoivent aucun soutien qui leur permettrait de combler leur retard. C'est pourquoi le centre propose des cours de renforcement (arabe, mathématique). En 2012, 64 jeunes ont ainsi été accompagnés par des professeurs qualifiés.

> Créer un lieu d'activités récréatives pour les enfants

Le centre vise à pallier le manque d'espace culturel et ludique d'Al Aizarieh. Il a organisé en juillet un camp d'été qui a accueilli 111 enfants. Depuis septembre, ils sont 43 à participer à des activités sportives, musicales et artistiques.

> Soutenir les professeurs

Enfin, le centre propose des formations aux enseignants de la région afin de promouvoir des méthodes d'éducation innovantes, comme la pédagogie active. Les premières sessions seront organisées en 2013, en partenariat avec le Ministère de l'Éducation palestinien.

APPUI AUX PETITS ENTREPRENEURS PALESTINIENS

LE PROJET

Donner aux entrepreneurs les outils pour renforcer leur activité

Dans les Territoires palestiniens où le chômage touche une grande part des actifs, les entreprises informelles sont le moteur de la création d'emplois. Aussi, l'IECD a lancé en 2011 un projet d'appui aux petits entrepreneurs pour qu'ils renforcent leurs compétences en gestion, développent leur activité et améliorent leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2012

> Accompagner les entrepreneurs

En 2012, 155 personnes ont suivi les formations en gestion organisées par l'IECD. Pendant et après les sessions, les formateurs se sont rendus sur le lieu de travail des entrepreneurs pour les accompagner dans l'adaptation des outils et l'application d'une démarche entrepreneuriale. De plus, pour encourager l'initiative économique locale, une formation pilote à la création d'entreprise a été organisée, et 25 diplômés de l'Université Al Quds y ont participé.

> Créer un réseau d'entrepreneurs

82 personnes se sont inscrites au Club des Entrepreneurs ouvert en 2012. Pour elles, c'est l'opportunité de s'insérer dans un réseau d'entrepreneurs, rencontrer des investisseurs financiers potentiels et recevoir les conseils d'un coach.

SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
228 petits entrepreneurs, artisans et commerçants

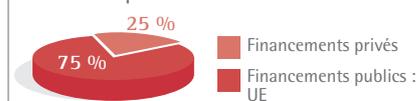
Localisation :
Al Aizarieh, faubourg de Jérusalem

Partenaire local :
Municipalité d'Al Aizarieh

Début du projet : 2011

Budget 2011-2012 : 180 000 €

Dépenses réalisées : 100 %



QU'EST-CE QUE LE CENTRE DE GESTION ET DE SERVICES (CGS) ?

Le CGS est un lieu d'accueil, de formation et de services pour les petits entrepreneurs et porteurs de projet. Il organise des formations de base en

gestion et propose aux diplômés d'adhérer au Club des Entrepreneurs, où ils peuvent assister à des formations spécialisées, participer à des soirées

sur l'entreprise et avoir accès à des ressources informatiques et documentaires. Certains reçoivent en plus un coaching personnalisé.

LA COOPÉRATIVE DES FEMMES D'AL AIZARIEH

A Al Aizarieh, la situation est difficile depuis la construction du mur de séparation en 2004. Aussi, l'IECD a ouvert en 2010 une coopérative artisanale, gérée par des femmes. Elle

fabrique des produits alimentaires naturels, mais aussi du linge de maison, des articles de broderie et des uniformes professionnels. En 2012, la gamme de produits a été élargie et l'organisation

renforcée (production, management, qualité). Aujourd'hui, les articles sont vendus aux hôtels, restaurants, hôpitaux et entreprises, mais aussi dans les foires, les salons et sur le marché local. Ils sont aussi proposés dans le nouveau café situé près de la tombe de Lazare. Avec un chiffre d'affaires de 25 000 euros, la coopérative est autonome ; et ses membres perçoivent un revenu mensuel.

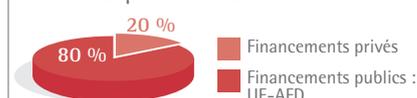
SECTEUR : APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

Bénéficiaires en 2012 :
53 femmes, 1 000 bénéficiaires indirects (familles, fournisseurs)

Partenaire local :
Coopérative de développement rural d'Al Aizarieh

Budget 2009-2012 : 370 000 €

Dépenses réalisées : 100 %





ASIE DU SUD-EST

Avec un taux de croissance de 5,3 % en 2012, l'Asie du Sud-Est reste l'une des régions les plus dynamiques du monde. Si cette vitalité a permis de diminuer drastiquement la pauvreté ces dernières décennies, elle a aussi engendré de nouveaux défis, comme la forte hausse des inégalités. Encore aujourd'hui, les minorités montagnardes en Thaïlande et les populations rurales au Vietnam vivent dans une très grande précarité, avec un moindre accès aux services publics de base. C'est pour promouvoir l'égalité des chances et favoriser l'insertion socio-économique des jeunes issus de ces populations défavorisées que l'IECD a fait de la formation professionnelle l'axe majeur de son intervention dans la région.

3 questions à

Lalita Yasakul



Pourquoi les entreprises sont-elles importantes pour l'école hôtelière de Mae Sot ?

Parce que ce sont les futurs employeurs de nos élèves ! En Thaïlande, la formation professionnelle est très théorique et coupée de la réalité. Nous, nous mettons l'accent sur l'acquisition de compétences et de savoir-être. Comme nous sommes dans un secteur où les exigences évoluent en permanence, nous organisons des tables rondes avec les hôteliers et restaurateurs de la région. En participant ainsi à notre réflexion, ils nous aident à adapter nos référentiels à leurs besoins réels.

De quelle manière les entreprises interviennent-elles ?

Nous leur demandons principalement d'accueillir nos élèves qui, dès la deuxième année, doivent faire un stage. Pour ces jeunes issus de milieux ruraux, c'est une étape importante. Ça leur permet de découvrir la réalité de leur futur métier, mais aussi d'affiner leur projet professionnel. Quand ils intègrent l'école, ils veulent tous travailler en cuisine ; pendant le stage, ils découvrent d'autres métiers, comme le service, la réception ou l'entretien ménager. L'autre volet sur lequel les entreprises interviennent, c'est la formation continue. Nous leur envoyons régulièrement nos formateurs pour qu'ils se mettent à jour des évolutions du secteur.

Les entreprises contribuent-elles à la pérennisation de l'école ?

Tout à fait ! Si l'hôtel-restaurant d'application reste prioritaire dans notre stratégie de pérennisation, nous allons néanmoins développer dès 2013 une offre de formation pour les personnels locaux. Notre but, c'est de générer des recettes pour financer les frais de fonctionnement de l'école et assurer la pérennité de ce projet en faveur des jeunes défavorisés.



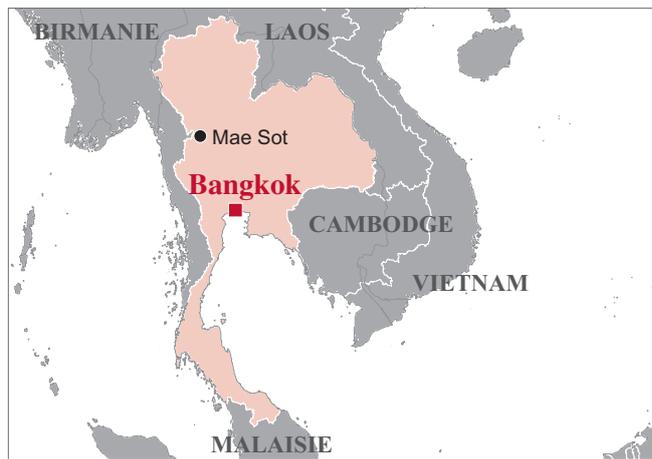
Lalita Yasakul est en charge des relations publiques de l'école hôtelière de Mae Sot, qui forme aux métiers de l'hôtellerie-restauration des jeunes en situation de grande vulnérabilité. Sa mission est de créer des liens avec les professionnels locaux.

2012 EN BREF

- Thaïlande, Vietnam
- 2 projets actifs :
 - 2 projets de formation technique et insertion professionnelle
- 400 000 euros de chiffre d'activité
- 4 partenaires locaux
- 4 collaborateurs

Thaïlande

- Présent en Thaïlande depuis 2004
- 1 projet
- 1 partenaire local
- Chiffre d'activité : 135 000 €



ÉCOLE HÔTELIÈRE POUR LES JEUNES VULNÉRABLES



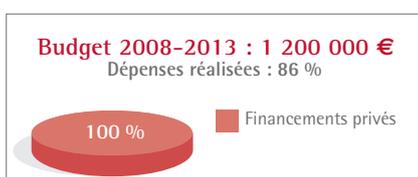
SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
42 jeunes de 16 à 20 ans

Localisation :
Mae Sot

Partenaire local :
Tak Border Child Assistance Foundation
(TBCAF)

Début du projet : 2008



LE CONTEXTE

Des populations montagnardes mal intégrées

Dans la région de Mae Sot, au nord-ouest de la Thaïlande, les populations montagnardes sont parmi les plus pauvres du pays. Les jeunes partent en ville en quête d'une vie meilleure. Peu formés, parlant mal le thaï et non préparés à la vie urbaine, ils doivent faire face à de nombreuses difficultés.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion des jeunes en grande difficulté

En 2009, l'IECD et TBCAF ont lancé un projet global de formation. A Mae Sot, ils ont ouvert une école hôtelière pour former des jeunes vulnérables à un métier porteur. A terme, ils organiseront aussi des formations dans les villages afin de donner aux adultes des outils pratiques pour améliorer leurs conditions de vie.

LES ACTIONS EN 2012

> Former des jeunes défavorisés aux métiers de l'hôtellerie-restauration

En 2012, l'école a accueilli 42 élèves répartis en 2 promotions. Pendant 3 ans, ils sont formés aux métiers de la cuisine, de la restauration et de l'hôtellerie. Ils renforcent aussi leurs compétences en thaï et en anglais.

> Mettre les étudiants en situation réelle

Depuis janvier, les élèves se forment en conditions réelles dans l'hôtel-restaurant d'application, ouvert au public trois jours par semaine. Ils doivent en plus faire des stages chez des professionnels. Pour eux, c'est l'opportunité de découvrir la réalité de leur futur métier.

> Bâtir des liens avec les professionnels

En septembre, une table ronde a réuni l'équipe pédagogique avec plusieurs structures hôtelières. Nouer un échange régulier avec les professionnels locaux est essentiel, car il permet d'ajuster la formation à leurs besoins, tout en favorisant le placement des élèves en stage.

> Renforcer l'équipe de l'école

Le projet insiste sur la formation continue de l'équipe. Cette année, les formateurs ont été formés à la gestion d'une classe multi-niveaux par une spécialiste de l'ingénierie de formation. Ils ont aussi renforcé leurs compétences, en faisant des stages (hébergement, pâtisserie) chez d'autres professionnels. Enfin, l'équipe administrative a été formée aux procédures administratives et financières mises en place début 2012.



- Présent au Vietnam depuis 2010
- 1 projet
- 3 partenaires locaux
- Chiffre d'activité : 264 000 €

FORMATION PROFESSIONNELLE AUX MÉTIERS DE L'INFORMATIQUE

LE CONTEXTE

Le difficile accès des jeunes ruraux à l'université

Le Centre Vietnam est l'une des régions les plus pauvres du pays. Pour les jeunes issus de familles rurales démunies, le manque d'argent et l'éloignement des centres de formation constituent autant de freins à l'accès aux études supérieures.

L'OBJECTIF DU PROJET

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes ruraux

En 2010, l'IECD et Passerelles Numériques ont créé un centre de formation professionnelle au sein de l'Université de Da Nang. L'objectif : donner aux bacheliers ruraux défavorisés et méritants la possibilité de se former aux métiers de l'informatique et de trouver un emploi pérenne.

LES ACTIONS EN 2012

> Promouvoir la formation dans les campagnes

Pendant 6 mois, l'équipe du projet s'est rendue dans 5 provinces pour informer les lycéens, organiser la procédure de sélection et visiter les familles. Sur 860 candidats, 60 jeunes défavorisés ont passé avec succès les épreuves écrites et orales.

> Accueillir une troisième promotion

En septembre, le centre a accueilli 120 étudiants répartis entre 4 foyers. Ils bénéficient d'une bourse d'étude, ainsi que d'un accompagnement global sur le plan personnel et éducatif. De plus, pour qu'ils étudient dans de bonnes conditions, une nouvelle salle d'informatique a été équipée et l'équipe pédagogique renforcée.

> Former les étudiants à un métier porteur

Pendant 2 ans, les élèves suivent des formations pratiques en informatique (administration réseaux, programmation) ; ils ont aussi des cours d'anglais. Ils peuvent mettre en application leurs connaissances lors du stage de 2 mois qu'ils réalisent à mi-parcours. Grâce au soutien de 20 entreprises partenaires qui acceptent d'accueillir les étudiants, la formation est un tremplin vers la vie active. Sur les 28 élèves de la première promotion, 85 % ont trouvé un emploi quatre mois après la remise de diplôme.

> Former les professeurs

Des ateliers techniques et pédagogiques ont été organisés pour renforcer les capacités des professeurs de l'Université de Da Nang. Au total, plus de 60 enseignants y ont participé.



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
120 bacheliers, 10 formateurs,
60 professeurs de l'Université de Da Nang,
360 étudiants en informatique

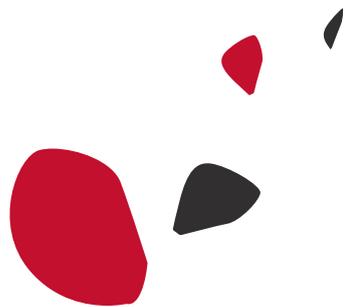
Localisation :
Da Nang (Centre Vietnam)

Partenaires locaux :
Université de Da Nang, East Meets West,
Passerelles Numériques Vietnam

Début du projet : 2010

Budget 2010-2013 : 895 000 €
Dépenses réalisées : 82 %





Colombie



MODERNISATION DES OUTILS PÉDAGOGIQUES DU CENTRE TUNDAMA



SECTEUR : FORMATION & INSERTION

Bénéficiaires en 2012 :
300 jeunes filles de 3 à 18 ans

Localisation :
Bogotá

Partenaire local :
Corporación Centro Tundama

Début du projet : 1998

LE CONTEXTE

Des familles déracinées

Le quartier de La Estrada, au nord-ouest de Bogotá, est l'un des plus défavorisés de la capitale colombienne. Dans les années 2000, de nombreuses familles s'y sont installées pour fuir l'insécurité des campagnes. Depuis, elles y vivent dans des conditions qui sont très difficiles.

L'OBJECTIF DU PROJET

Donner aux jeunes filles les moyens de bâtir leur avenir

Depuis 1998, l'IECD soutient le centre scolaire Tundama. Situé au cœur de La Estrada, il accueille 300 jeunes filles de 3 à 18 ans. De la maternelle au baccalauréat, il leur offre une formation de qualité et leur donne les outils pour se construire un avenir meilleur. En 2012, l'IECD a apporté un appui institutionnel, en identifiant un partenaire financier durable.

LES ACTIONS EN 2012

> Former les jeunes filles à un métier porteur d'emploi

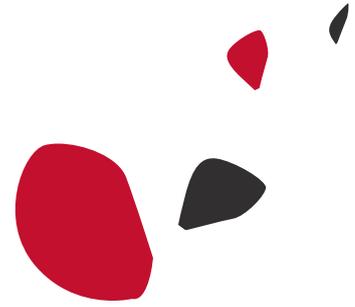
En 2012, le centre Tundama a offert une formation générale et technique à 300 élèves. Quand elles atteignent l'âge de 15 ans, celles-ci se spécialisent dans l'une des 3 filières proposées : informatique, coiffure et cosmétiques, couture et modélisme. Son enseignement est aujourd'hui reconnu par l'organisme public de formation technique (SENA) et aussi par les entreprises colombiennes.

> Créer des passerelles entre les filières

Depuis 2012, les élèves ont la possibilité de choisir des cours optionnels, en plus de leur spécialisation. Cela leur permet d'élargir leur champ de compétences et de se réorienter si elles le souhaitent.

> Privilégier un apprentissage pratique

Au cours de leurs études, les étudiantes sont formées en conditions réelles. Elles peuvent ainsi développer des compétences professionnelles, en pratiquant leur futur métier dans les ateliers ou les salons du centre.



Parallèlement aux projets promus dans les pays émergents et en développement, l'IECD soutient, depuis son origine, des activités à caractère social, éducatif, universitaire et culturel en Europe. Ces projets sont souvent le fruit d'une volonté expresse d'un ou de plusieurs donateurs qui souhaitent affecter leurs dons à une action concrète.

LE PROJET TERRE DE CIEL AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DES PERSONNES ÂGÉES

Professionaliser le secteur sanitaire et social

TERRE de CIEL est un organisme de formation continue implanté à Marseille et labellisé par l'IPERIA (ex Institut Fepem de l'Emploi Familial - IFEF). Spécialisé dans les métiers sanitaires et sociaux, il développe des cursus qui répondent aux besoins de professionnalisation et d'insertion d'un secteur en pleine croissance.

Proposer une formation continue qualifiante aux professionnels de la médico-dépendance

En 2006, TERRE de CIEL a ouvert une filière au sein de l'Ecole de Management-EMD de Marseille. Cette filière propose notamment des formations continues pour l'accompagnement des personnes âgées ou dépendantes.

TERRE de CIEL a développé une démarche pédagogique dynamique, qui met l'accent sur la responsabilisation et le sens de l'autre. Chaque formation propose près de 20 heures de cours. En parallèle, un tutorat mensuel a été mis en place pour accompagner les stagiaires dans leur progression.

Cette formation est agréée et co-financée par le Pôle-Emploi des Bouches-du-Rhône.

Soutenir les formations TERRE de CIEL

TERRE de CIEL fait l'objet chaque année d'une subvention de la Dotation Walter et Germaine Mühlethaler abritée par l'IECD. Le cycle 2011-12 a été doté de 40 000 euros.

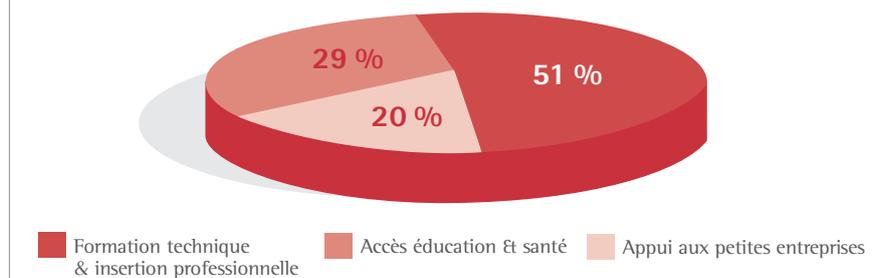
RAPPORT DE GESTION

L'IECD a maintenu en 2012 un bon niveau d'activité, en ligne avec les trois années précédentes. Le chiffre d'activité de 2012 s'établit ainsi à 8,5 millions d'euros (dont 1,1 millions d'euros liés à des projets exceptionnels), contre 7,5 millions d'euros en 2011 et 7,3 millions d'euros en 2010.

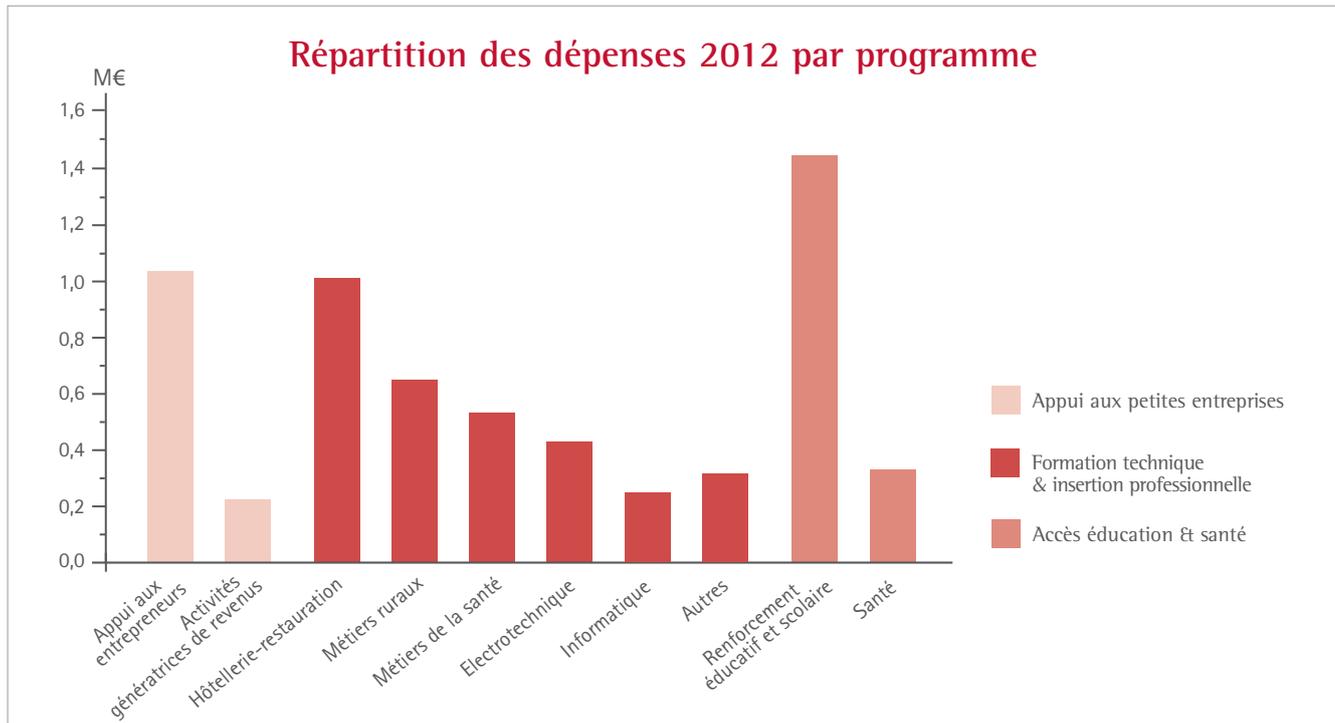
En 2012, l'action de l'IECD s'est portée plus particulièrement sur :

- des programmes arrivant à maturité : le CERES à Madagascar, les Ecoles Familiales Agricoles et l'appui aux petites entreprises en Afrique, Graines d'Espérance (formation professionnelle en électrotechnique) au Liban ;
- des projets arrivant à leur terme, notamment dans le domaine de la formation professionnelle en hôtellerie-restauration ;
- le démarrage de nouvelles activités : principalement le Programme d'Appui aux Structures de Santé au Congo-Brazzaville et le projet de formation professionnelle en hôtellerie-restauration à Fianarantsoa (Madagascar) ;
- un travail important de développement : les essaimage des programmes Graines d'Espérance et de lutte contre la drépanocytose en Afrique et le déploiement d'activités en partenariat avec des entreprises.

Répartition des dépenses par cœur de métier

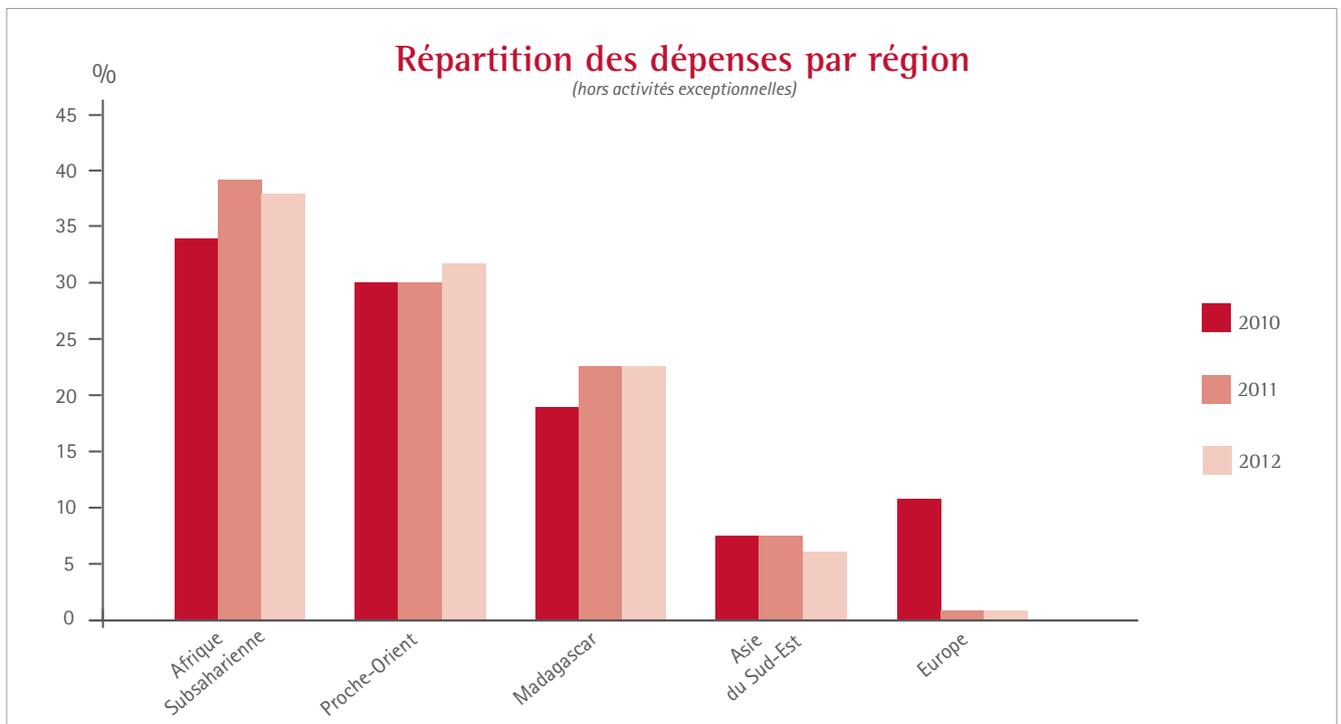


Répartition des dépenses 2012 par programme



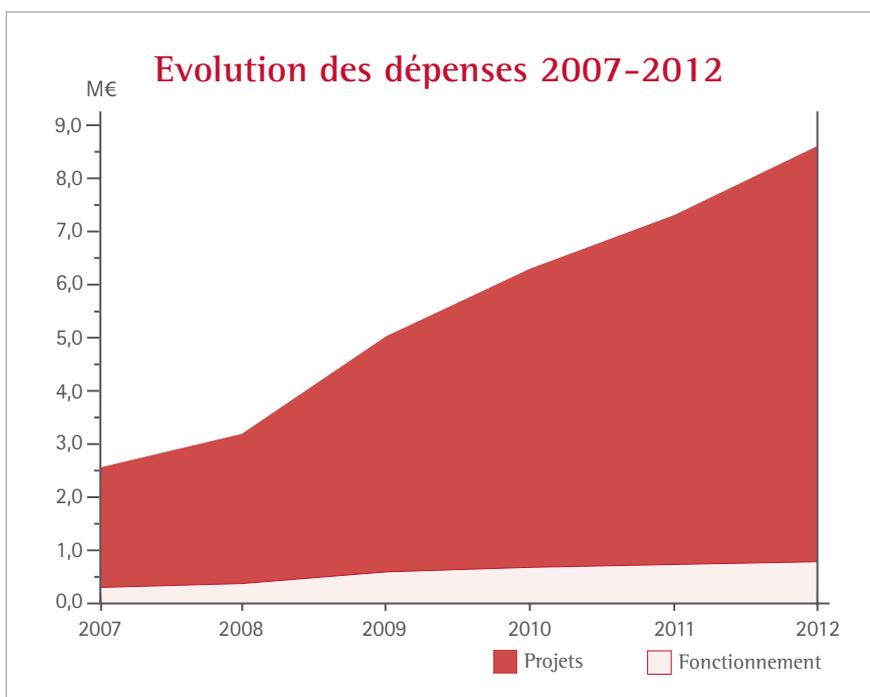
L'IECD continue d'agir principalement en Afrique subsaharienne, à Madagascar et au Proche-Orient. On

notera une réduction du nombre de projets en Syrie, du fait de la crise profonde qui y sévit depuis 2011.



Les frais de fonctionnement et de communication sont stables à 9,1 % du chiffre d'activité. La part des projets d'aide au développement (ou « missions sociales ») dans l'activité globale de l'IECD s'élève à 88,6 % en 2012 (cf. *Compte*

Emploi Ressources page 51). Ces bons ratios traduisent ainsi la volonté de l'IECD de garantir une utilisation optimale des dons collectés.



En 2013, le volume d'activité devrait être en hausse modérée par rapport à celui de 2012 (hors projets exceptionnels). Le programme d'appui aux petites entreprises sera étendu à Madagascar et au Vietnam, parallèlement à l'accélération des activités de formation des jeunes ruraux dans les Ecoles Familiales Agricoles en Afrique. On soulignera également, entre autres, le déploiement en 2013 du Programme d'Appui aux Structures de Santé (PASS) au Congo-Brazzaville, ou encore de nouvelles activités de formation professionnelle en électrotechnique, en Egypte et au Nigéria.

Un extrait des comptes sociaux 2012 de l'IECD est présenté ci-après. Les comptes annuels dans leur intégralité sont disponibles sur demande auprès de l'IECD.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2012

Chiffres en euros

ACTIF	2012	2011	PASSIF	2012	2011
Immeubles	347 376	347 376	Fonds associatif et réserves	70 000	70 000
Aménagements	8 420	5 620	Report à nouveau	125 378	106 217
Matériel de transport	44 800	25 300	Excédent de gestion	7 815	19 161
Matériel de bureau	59 830	57 082			
Amortissements	- 178 510	- 151 662			
Autres titres immobilisés	600 000	0			
Dépôts et cautionnements	10 673	10 801			
ACTIF IMMOBILISÉ¹	892 589	294 517	FONDS ASSOCIATIF	203 192	195 378
Subventions à recevoir	614 713	629 379	Provisions pour risques	201 317	187 556
Autres créances	39 136	28 972			
CRÉANCES	653 850	658 352	PROVISIONS POUR RISQUES	201 317	187 556
Valeurs mobilières de placement	2 068 048	3 404 454	Fonds publics dédiés	203 004	691 599
Provisions pour dépréciation des VMP	- 22 727	- 39 338	Fonds dédiés sur dons privés	1 267 812	1 726 279
Disponibilités	656 676	970 532	Fonds dédiés sur legs, donations	2 115 377	2 301 559
TRÉSORERIE	2 701 997	4 335 649	FONDS DÉDIÉS	3 586 193	4 719 438
Charges payées d'avance	8 005	20 011	Dettes financières	16 777	18 761
Ecart de conversion actif	64 011	42 558	Dettes fournisseurs	175 800	78 083
			Dettes fiscales et sociales	97 656	122 829
			Autres dettes	23 643	25 517
COMPTES DE RÉGULARISATION	72 016	62 569	DETTES	313 877	245 190
			Produits constatés d'avance	10 080	0
			Ecart de conversion passif	5 793	3 525
			COMPTES DE RÉGULARISATION	15 873	3 525
TOTAL ACTIF	4 320 452	5 351 087	TOTAL PASSIF	4 320 452	5 351 087

1) Dont une dotation provenant d'une donation effectuée par une personne physique en vue de l'accompagnement des personnes âgées. Ses modalités d'engagement sont spécifiques. Voici son bilan simplifié au 31 décembre 2012 :

ACTIF	2012	2011
Actif immobilisé	849 695	256 954
Créances	8 299	5 823
Trésorerie	1 163 911	1 764 984
TOTAL ACTIF	2 021 905	2 027 760

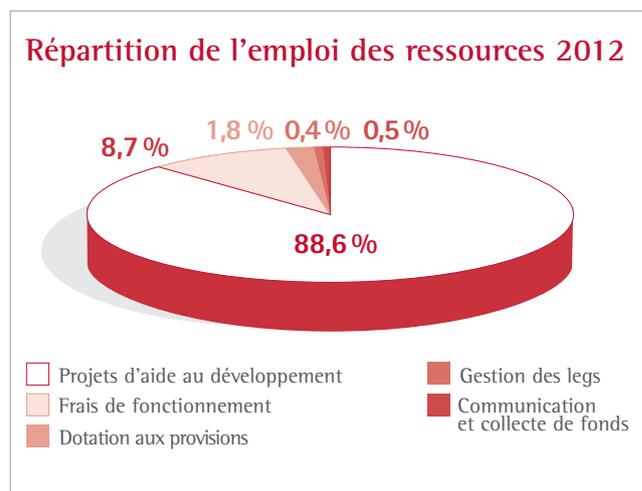
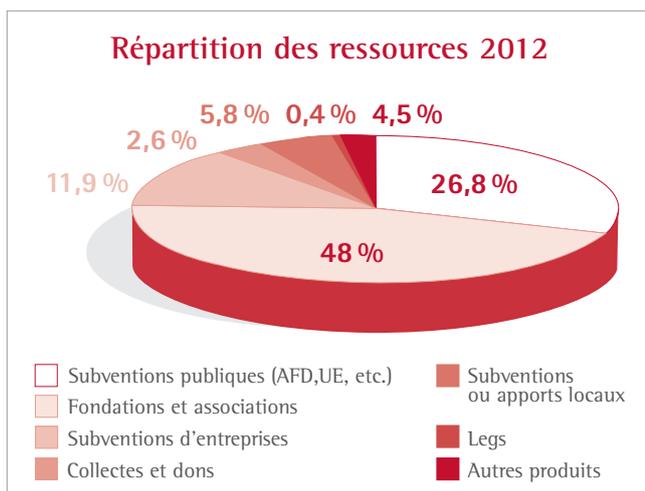
PASSIF	2012	2011
Fonds associatif et réserve		
Fonds dédiés et autres	2 006 697	2 008 235
Dettes	15 208	19 525
TOTAL PASSIF	2 021 905	2 027 760

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Chiffres en euros

EMPLOIS	2012	%	2011	%	RESSOURCES	2012	%	2011	%
PROJETS DE DÉVELOPPEMENT	7 590 776	88,6	6 565 731	87,0	RESSOURCES PRIVÉES	5 257 220	68,7	5 389 772	63,6
Subventions versées aux projets	4 589 485		4 144 554		Collectes et dons	201 876		1 192 733	
Locations immobilières	143 119		111 744		Concours des entreprises	911 016		630 768	
Achat d'équipements	345 908		239 913		Subventions fondations, associations	3 673 793		2 814 477	
Assistance technique locale	1 424 068		1 235 071		Subventions ou apports locaux ¹	442 452		451 005	
Frais divers sur projets	589 774		358 944		Legs reçus	28 083		300 789	
Missions, expertises techniques	498 422		475 505						
COMMUNICATION / COLLECTE	41 401	0,5	34 982	0,5					
GESTION DES LEGS	32 005	0,4	26 605	0,4	RESSOURCES PUBLIQUES	2 046 929	26,8	2 793 420	33
Charges locatives	24 701		19 341		Subv. UE, organismes internationaux	668 457		906 176	
Dotation aux amortissements	7 259		7 259		Subventions Etat, Collectivités	1 238 729		1 637 124	
Résultat net sur actifs cédés	0		0		Autres ressources publiques	139 744		250 120	
Frais divers sur legs	44		4						
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	748 238	8,7	694 711	9,2	AUTRES PRODUITS	143 533	1,9	118 870	1,4
Loyers, charges et fournitures	81 717		59 934		Cotisations	54 265		29 982	
Frais de personnel	542 202		477 100		Subventions de fonctionnement	966		936	
Honoraires, missions de faisabilité	48 672		95 464		Produits de cession d'actifs	0		0	
Télécommunications	23 664		23 429		Loyers immobiliers perçus	38 040		46 940	
Autres charges (cotisations versées, etc.)	32 394		20 758		Produits financiers	44 782		38 660	
Dotation aux amortissements	19 588		18 026		Résultats exceptionnels	5 480		2 352	
DOTATIONS AUX PROVISIONS	154 225	1,8	226 894	3,0	REPRISE DE PROVISIONS	202 967	2,7	174 722	2,1
TOTAL DES EMPLOIS	8 566 644	100	7 548 922	100	TOTAL DES RESSOURCES	7 650 649	100	8 476 784	100
<i>(Chiffre d'activité)</i>									
Engagements à réaliser	1 210 470		2 398 240		Ressources non utilisées ²	2 134 280		1 489 539	
Excédent de gestion	7 815		19 161		Déficit de gestion				
TOTAL	9 784 929		9 966 323		TOTAL	9 784 929		9 966 323	

(1) Subventions ne transitant pas par l'IECD et apports en nature reçus localement (2) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Membres Actifs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association Institut Européen de Coopération et de Développement – I.E.C.D. tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- des dons et subventions inscrits au cours de l'exercice 2012 au compte de résultat en produits n'ont pas été utilisés en totalité au cours de cet exercice. Ils ont entraîné une traduction comptable des engagements pris envers les financeurs. Nous nous sommes assurés que les éléments inscrits en fonds dédiés respectent les conditions posées par la réglementation, c'est-à-dire qu'ils proviennent bien de ressources correspondant à des projets définis, et qui n'ont pu être encore utilisées conformément aux engagements pris.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres actifs sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Nantes, le 13 juin 2013

HLP AUDIT S.A.S.
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes



Jacques Le Pomellec,
Associé responsable technique

L'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) est une association à but non lucratif de droit local alsaco-mosellan, fondée le 8 janvier 1988. L'association est inscrite au registre des associations auprès du Tribunal d'Instance de Strasbourg. Depuis le 1er avril 2010, l'IECD est reconnue de mission d'utilité publique, ce qui l'autorise à bénéficier des dispositions des articles 200 et 238 bis du Code Général des Impôts (exonération fiscale des dons et des legs testamentaires notamment).

Conformément à l'objet social figurant dans ses statuts (article 2), l'action de l'IECD vise à « concevoir, développer et encourager toutes sortes d'initiatives sociales, éducatives, scientifiques, socio-économiques et culturelles, ou dans le domaine de la santé, en France et à l'étranger, notamment dans les pays en développement, qui contribuent à la promotion humaine et à la santé des personnes de toute race et condition, en subvenant à leurs besoins intellectuels et matériels ». Par ailleurs, afin de mener ses actions, les statuts de l'IECD lui permettent de rechercher tout moyen de financement, national et international ; de solliciter toute subvention ; d'accepter des versements, des dons et des legs, etc.

Les statuts de l'IECD fixent le cadre institutionnel de l'association et organisent son fonctionnement, de la façon suivante:

- **L'Assemblée Générale** qui réunit les membres actifs une fois par an, prend les décisions qui lui reviennent : désignation des administrateurs, approbation du rapport annuel d'activités présenté par le Président, délivrance du quitus de gestion après présentation des comptes sociaux par le Trésorier (une fois audités et certifiés par le Commissaire aux Comptes), validation du budget présenté par le Conseil d'administration, plans stratégiques, etc.
- **Le Conseil d'Administration** se réunit 4 fois par an. Il définit la stratégie de l'association : sélection des actions à mener, allocations des ressources, contrôle, validation des rapports financiers, etc., et contrôle le mandat général accordé au Directeur exécutif pour toutes les tâches courantes de gestion de l'association. Il engage juridiquement l'association et prépare les Assemblées Générales, ordinaires et extraordinaires.
- **Le Bureau** (*Président, Vice-président, Trésorier et Secrétaire général*) se réunit tous les deux mois, et en tant que de besoin. Il a en charge le suivi de la mise en application et du bon déroulement des décisions prises en Conseil d'Administration.

Présidente : Marie-José Nadal - *Chargée de mission auprès de l'AMF (Autorité des marchés financiers)*

Vice-président : Jean-Luc Schaffhauser - *Consultant*

Secrétaire Général : Patrick Blin - *Ancien avocat au Barreau de Paris*

Trésorier : Michel Baroni - *Directeur du Mastère de techniques financières à l'ESSEC*

- **Les Administrateurs**

Guy Azais - *Ministre plénipotentiaire (ER), ancien ambassadeur*

Bernard Davoust - *Docteur vétérinaire*

Mireille Heers - *Présidente du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne*

Jean-Noël Lucas - *Finance Controller, Procter & Gamble*

Hubert de Mestier - *Professeur des Universités de Tokyo et Waseda (Japon)*

Christian Malsch - *Directeur général de SEBRO S.A.*

Annick Rascar - *Cadre infirmier*

Hervé Rudaux - *Directeur général adjoint d'une société de gestion de fonds d'investissement*

Grégoire de Saint Quentin - *Officier général*

Louis Schoepfer - *Médecin*

Marc Senoble - *Président-Directeur général de SENOBLE S.A.*

- **Les Commissions spécialisées**, au nombre de deux, elles ont en charge, d'une part, la transparence et les finances, et d'autre part, les ressources humaines et l'organisation. Elles sont constituées d'administrateurs, du Directeur exécutif, de personnes qualifiées et de membres de l'équipe exécutive.

- **Le Directeur exécutif** est nommé par le Conseil qui fixe ses attributions, ses pouvoirs et sa rémunération. Il met en œuvre la stratégie de l'association. Il a reçu délégation de pouvoirs d'administration ordinaire pour la gestion courante de l'association et le suivi des projets.

- **Le Comité exécutif** assiste le Directeur exécutif dans ses fonctions de gestion opérationnelle de l'association. Il est composé de 3 personnes : le Directeur exécutif, le Directeur exécutif adjoint et le Directeur administratif et financier.

INDEX THÉMATIQUE DES PROJETS

FORMATION TECHNIQUE & INSERTION PROFESSIONNELLE

> Formation aux métiers agricoles

Cameroun - Réseau d'Ecoles Familiales Agricoles	p. 12
Côte d'Ivoire - Réseau d'Ecoles Familiales Agricoles	p. 16
République démocratique du Congo - Réseau d'Ecoles Familiales Agricoles	p. 20

> Formation aux métiers de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme

Cameroun - L'école hôtelière de Mehandan et formations pratiques pour les femmes	p. 14
Kenya - L'école hôtelière de Kilifi et formations pratiques pour les femmes	p. 18
Nigéria - L'école hôtelière d'Enugu et formations pratiques pour les femmes	p. 19
Madagascar - L'école hôtelière de Fianarantsoa	p. 28
Liban - Formation professionnelle aux métiers du tourisme	p. 36
Thaïlande - L'école hôtelière de Mae Sot pour les jeunes vulnérables	p. 44

> Formation aux métiers industriels

Liban - Le programme « Graines d'Espérance »	p. 33
Egypte, Maroc, Nigéria - L'essaimage du programme « Graines d'Espérance »	p. 33

> Formation continue

Syrie - Formation des professionnels du handicap	p. 38
Syrie - Formation des personnels infirmiers	p. 38

> Actions de formation ciblées

Madagascar - Réinsertion des jeunes adultes par la formation en artisanat	p. 29
Liban - Formation, orientation et emploi des jeunes et des personnes vulnérables	p. 32
Syrie - Accueil et formation des jeunes en situation de vulnérabilité	p. 37
Vietnam - Formation professionnelle aux métiers de l'informatique	p. 45
Colombie - Modernisation des outils pédagogiques du Centre Tundama	p. 46

APPUI AUX PETITES ENTREPRISES

> Appui aux petites entreprises en milieu urbain et périurbain

Cameroun - Appui aux petits entrepreneurs	p. 13
Côte d'Ivoire - Appui aux petits entrepreneurs	p. 17
Nigéria - Appui aux petits entrepreneurs	p. 19
République démocratique du Congo - Appui aux petits entrepreneurs	p. 21
Liban - Appui aux petits entrepreneurs du Liban Nord	p. 32
Syrie - Appui aux petits entrepreneurs	p. 37
Territoires palestiniens - Appui aux petits entrepreneurs d'Al Aizarieh	p. 41

> Appui aux activités génératrices de revenus en milieu rural

Liban - Appui aux petits producteurs du sud	p. 36
Kurdistan d'Irak - Appui au développement rural	p. 39
Territoires palestiniens - La coopérative des femmes d'Al Aizarieh	p. 41

> Accès à l'épargne et au crédit

Cameroun - Le réseau mutualiste de caisses d'épargne et de crédit (MUCADEC)	p. 13
---	-------

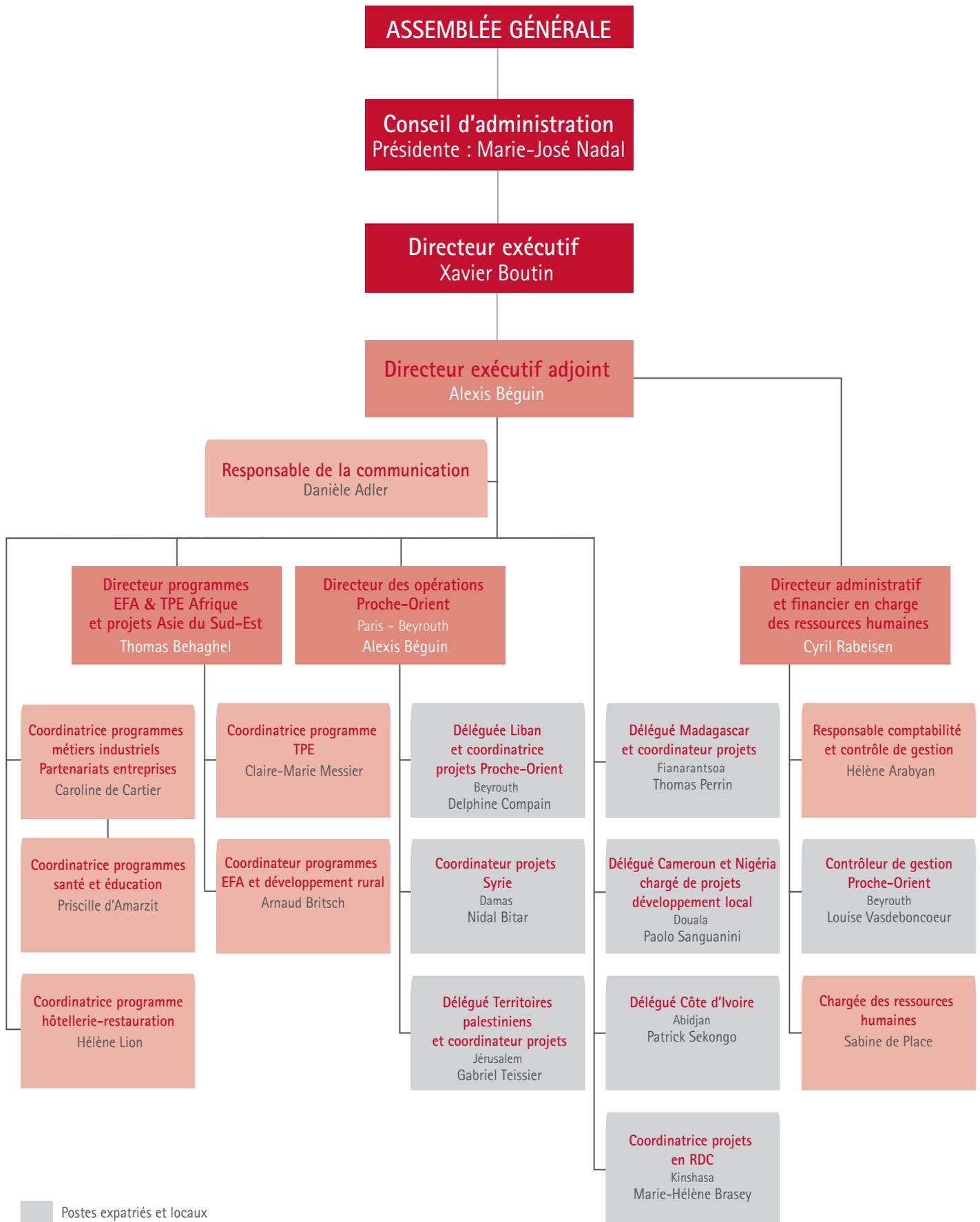
ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES À L'ÉDUCATION ET À LA SANTÉ

> Renforcement éducatif et scolaire

Madagascar - Les centres de renforcement éducatif et scolaire (CERES)	p. 26
Liban - Accès à l'éducation des enfants à besoins spécifiques	p. 34
Liban - L'insertion scolaire des enfants et des jeunes réfugiés	p. 35
Territoires palestiniens - Le centre éducatif d'Al Azarieh	p. 40

> Programme santé

Congo-Brazzaville - Le Programme d'Appui aux Structures de Santé de Pointe-Noire (PASS)	p. 15
République démocratique du Congo - La Plateforme d'appui, de formation et de veille sur la drépanocytose	p. 22
République démocratique du Congo - La Cellule pour la promotion des pratiques d'hygiène (CEPPHY)	p. 23
Madagascar - L'Institut Malgache de Recherches Appliquées (IMRA)	p. 29
Madagascar - Le Centre médicochirurgical de Saint Damien	p. 29





Institut Européen de Coopération et de Développement
33 rue de Dantzig - 75015 Paris - France
Tél. : +33 1 45 33 40 50 / Fax. : +33 1 45 33 40 38
E-mail : contact@iecd.org

www.iecd.org